

# L'OBSERVATOIRE DU NOUVEAU MONDE



*TENDANCES 2023*



## INTRODUCTION

Le *centre for unframed thinking* premier institut d'études avancées au monde abrité par une école de commerce est heureux de présenter son rapport annuel de prospective *L'observatoire du nouveau monde – tendances 2023*<sup>1</sup>. S'appuyant sur l'expertise des chercheurs de Rennes School of Business mais également sur celle de ses partenaires internationaux, ce rapport a pour vocation de dépasser les simples ajustements des cadres de pensée existants afin de sonder en profondeur la transition écologique<sup>2</sup>, technologique et géopolitique en cours. En l'espace de quelques mois, le gel apparent du monde par la pandémie s'est soudain mué en une sourde confrontation dont nul ne peut savoir où elle s'arrêtera. D'où l'urgente nécessité pour les entrepreneurs de disposer d'une boussole dans la tempête. Nous remercions chaleureusement à cet égard le Professeur Raouf Boucekkine, directeur général du CUT pour l'instauration d'un cadre de travail propice à l'épanouissement d'une réflexion libre et innovante, mais également les chefs d'entreprises partenaires, qui depuis la France ou l'étranger nous transmettent de précieuses informations de terrain. Celles-ci nous permettent de présenter l'instantané le plus réaliste possible des évolutions géoéconomiques en cours. A partir de cette photographie, il est loisible à tout entrepreneur d'anticiper l'évolution des rapports géoéconomiques dans la sphère de sa propre entreprise afin d'en tirer les conclusions opérationnelles qui s'imposent.

D'un point de vue géopolitique, la guerre d'Ukraine aura déclenché deux mouvements contraires. Le premier mouvement sera celui d'un rapprochement accru entre les Etats-Unis et l'Europe sur fond d'affaiblissement de la Russie. En 2023, l'intégration euro-atlantique connaîtra une forte accélération, alors même que les derniers États neutres adhéreront à l'OTAN. L'hémorragie militaire russe en Ukraine perdurera. A Moscou, le paysage politique se sera sensiblement modifié, une partie des élites financières s'étant discrètement exfiltrée. Plus pragmatique que jamais, la Chine aura eu soin de fournir des mercenaires issus de ses marges les plus remuantes afin de soutenir son allié tout en recueillant en retour le gaz jadis vendu à l'Allemagne. Mais un mouvement inverse naîtra : en effet, les périphéries *neutres* jadis courtisées par les Etats-Unis s'en éloigneront. Le Moyen-Orient poursuivra son rapprochement vers la sphère sino-russe. La plupart des puissances asiatiques se mureront dans une réserve éminemment utile aux affaires alors que la Chine poursuivra sa progression géo-économique vers les pays sinisés. L'Inde, courtisée de toutes parts sera en position d'arbitre. L'Amérique du Sud conservera quant à elle une prudente neutralité afin de vendre au plus offrant ses richesses agricoles et minières. En se rapprochant du *heartland* eurasiatique, l'Amérique provoquera ainsi un mouvement mécanique de recul du *rimland* latino-américain, moyen-oriental et extrême-oriental.

---

<sup>1</sup> Le rapport a été rédigé par la chaire de géopolitique de Rennes School of Business, dirigée par Thomas Flichy de La Neuville.

<sup>2</sup> Chamboulée par la guerre en Ukraine, la géopolitique mondiale pourrait aussi être profondément modifiée par le réchauffement climatique, estime Guillaume Bagnarosa, enseignant-chercheur à Rennes School of Business. Pour ce spécialiste, les frontières agricoles pourraient ne plus rien à voir avec celles d'aujourd'hui, laissant craindre, dans 10 ans, des risques d'affrontement pour l'accès à la nourriture.

D'un point de vue géoéconomique, l'accélération numérique exponentielle continuera de capter l'essentiel des ressources humaines. Toutefois, celle-ci sera limitée par la hausse du prix des matières premières. Sur les cinq continents, deux secteurs seront placés sous tension : l'alimentation et l'énergie. Sur le plan agricole, les pays les plus démunis se contenteront de bloquer les prix tandis que les innovants chercheront à regagner l'autosuffisance alimentaire perdue en modifiant l'affectation des terres. Les agro-carburants régresseront au profit du blé. Dans le secteur énergétique, le déficit général relancera mécaniquement l'énergie nucléaire. En 2022, la prolongation des centrales était à l'ordre du jour en Belgique. En 2023, les Etats-Unis exporteront leurs centrales clef-en-main vers la Pologne. Le graphite de Namibie tout comme le Lithium d'Argentine seront courtisés en raison de l'explosion du marché des batteries. L'Europe cherchera des branchements gaziers alternatifs en Méditerranée orientale où les différends maritimes sur l'attribution des nappes s'aiguiseront. Elle tentera également d'importer de l'hydrogène vert d'Égypte.

En 2021 nous annoncions : « l'intelligence concentrée vers le haut laissera une surface terrestre en proie aux secousses frénétiques liées aux pénuries. La marche des événements sera donc tissée de tensions et de soubresauts ». Cette prédiction s'est réalisée. Demain, le jeu s'articulera autour de trois acteurs : les *puissances océaniques libérales*, les *empires continentaux platoniciens* et les *neutres opportunistes*. Même si la ploutocratie est devenue la forme la plus ordinaire d'organisation de la vie politique, il n'en reste pas moins que l'attitude opportuniste des *neutres* doit être perçue comme un signe d'espoir. Refusant de livrer leurs intérêts aux mains d'un camp, ils formeront demain, en raison de leurs masses conjuguées une sorte d'inertie pacificatrice. A l'heure de la cristallisation des alliances, celle-ci pourrait se révéler plus nécessaire que jamais.

## LES TENSIONS ENERGETIQUES ET ALIMENTAIRES EXACERBENT LES CONFLITS EN AFRIQUE

En janvier 2023, l'action persévérante des lobbyistes de l'armement a prolongé de plusieurs mois le conflit ukrainien, contribuant ainsi à éroder encore davantage la puissance militaire russe. Les conséquences de cette action ont été multiples : le prix de l'énergie a atteint des niveaux historiques et les famines se sont multipliées en Afrique, freinant la modernisation d'un continent porteur d'avenir. Au Sahel les conflits entre nomades et sédentaires ont été portés à l'incandescence, générant une accélération massive des migrations. Malgré ces tensions, l'Afrique, qui connaît une foudroyante accélération numérique, reste un espace d'opportunités pour les investisseurs ayant la souplesse d'encaisser les imprévisibles flambées de violence.

### **L'énergie et l'alimentation atteignent des prix inégalés**

Les prix du carburant, qui avaient commencé à flamber dès mars 2022 restent élevés en 2023. Au Burundi, l'essence est devenue une denrée rare, à Bujumbura, la capitale économique, des femmes et des hommes passent la nuit dans les stations pour essayer de s'approvisionner. Au Sierra Leone, le prix du diesel est passé de 1 à 1.28 dollars. Les conducteurs de motos doivent patienter dans de longues files d'attente aux abords des stations-service de la capitale Freetown. Au Nigéria, l'on palliait jadis aux pannes d'électricité récurrentes grâce à l'usage des générateurs privés. Mais avec le prolongement de la guerre en Ukraine, le prix du baril a explosé provoquant des pénuries d'essence qui paralysent l'économie du pays. De son côté, le Gabon subventionne l'essence, la faisant ainsi baisser de 30 %. Au Kenya les longues files devant les stations-service sont également devenues la norme tandis que les conduites de fuel sont régulièrement pillées. Les rares pays qui exportent encore du pétrole, réussissent à se désendetter partiellement. C'est le cas de l'Angola, dont la monnaie s'est hissée en tête des performances monétaires africaines face au dollar. C'est également le cas au Congo<sup>3</sup> comme l'avaient anticipé les analystes financiers de *Fitch ratings*. Face aux tensions sur les hydrocarbures, l'Afrique est devenue en quelques mois un champ d'expérimentation pour les investissements énergétiques alternatifs. Au Mozambique, la société Syrah Ressources utilise désormais un système d'alimentation hybride solaire et à batterie pour son projet d'exploitation du graphite de Balama. En Namibie, Paladin Energy a levé 215 millions de dollars australiens, via un placement d'actions. Les fonds ont été affectés au redémarrage de la mine d'uranium Langer Heinrich, devenue à nouveau rentable. Le lancement des travaux permettra le démarrage de la production en 2024. Profitant du regain d'intérêt pour le nucléaire qui alimente depuis quelques mois la hausse des prix et de la demande d'uranium, Paladin a déjà conclu des accords d'écoulement de sa future production. L'Allemagne, rendue à sa pleine puissance grâce à l'affaiblissement durable de la Russie et au réarmement accordé par les États-Unis en échange de sa docilité sur le dossier ukrainien, s'intéresse à nouveau à son

---

<sup>3</sup> Dans un récent rapport, les analystes de Fitch Ratings ont revu substantiellement à la hausse leurs estimations des rentrées financières du gouvernement congolais au cours des prochains mois. L'agence internationale table désormais sur un cours moyen de 100 dollars le baril de brut en 2022 et de 80 dollars le baril en 2023, alors que le conflit en Ukraine a porté les cours de l'or noir à ses plus hauts niveaux depuis 2015. En juin 2021, Fitch n'anticipait qu'un cours de 53 dollars le baril de brut.

ancienne colonie du Sud-Ouest Africain : en 2022, les gouvernements namibien et allemand avaient signé une déclaration commune d'intention pour accélérer les recherches, le développement et la production de l'hydrogène vert. En 2022, plusieurs investisseurs allemands s'étaient positionnés sur le marché prometteur de l'hydrogène vert. Le conflit en Ukraine avait en effet mis à rude épreuve le secteur énergétique en Allemagne, Berlin dépendant à 40% du gaz russe. L'ancienne colonie de l'Allemagne s'est mise à travailler avec Berlin pour la production, le traitement et le stockage des produits de l'hydrogène vert. La demande annuelle en hydrogène vert de l'Allemagne était en effet évaluée à 1,7 milliard de m<sup>3</sup> par le Conseil de l'hydrogène<sup>4</sup>.

Parallèlement à la hausse du prix de l'énergie, l'Afrique sera marquée par d'importantes pénuries alimentaires en 2023. Au Congo, les farines de maïs et de blé augmentent. C'est également vrai pour le riz, le sucre, l'huile, les tomates et la bière. Or 75 % des ménages congolais vivent au-dessous du seuil de pauvreté. Au Sud-Kivu, le sac de sucre de 50 kilos était déjà passé de 43 et 60 dollars entre septembre et mars 2022. L'essor des famines n'a pourtant pas surpris tout le monde, la conférence épiscopale avait déjà demandé au gouvernement angolais de mettre en place l'état d'urgence face à la famille qui sévissait dans le pays. Les famines ont également frappé la corne de l'Afrique qui connaît sa pire sécheresse depuis 1981. A Madagascar, les prix de dix produits de première nécessité avaient déjà été plafonnés dès avril 2022. Le gouvernement en avait profité pour relancer la fabrication locale de plusieurs produits importés. Ainsi, deux huileries ont ouvert les portes sur les hauts plateaux<sup>5</sup>. Trois usines de sucre ont également réouvert leurs portes. Elles sont installées à Boeny, Mahatalaky et Brikaville. Madagascar, qui fut l'un des plus gros producteurs de sucre au monde<sup>6</sup>, va ainsi réduire sa dépendance aux importations sucrières. Au Sénégal, la subvention au riz local a dû être prolongée au-delà des quatre mois initiaux. Au Zimbabwe, la politique désastreuse d'expropriation des fermiers blancs menée depuis 2000 au profit d'une clientèle politique inapte à la gestion des terres a éclaté au grand jour. Cette politique a engendré des pénuries alimentaires depuis deux décennies. Le gouvernement entendait y remédier en distribuant les terres inexploitées à de petits propriétaires, mais il est resté enfermé dans son idéologie raciste,<sup>7</sup> d'où une prime à l'incompétence. Les tensions alimentaires n'empêchent pas pour autant les investisseurs étrangers d'accaparer les meilleures terres. En Tanzanie, le gouvernement a cédé aux lobbyistes du secteur agronomique en autorisant un programme introduisant les semences transgéniques de tournesol sur le marché local. En Centrafrique, les investisseurs privés ciblent la région de la Lobaye, aux portes de Bangui qui est relativement épargnée par les multiples crises sécuritaires qui secouent

---

<sup>4</sup> L'Allemagne n'a d'ailleurs pas attendu le début de la guerre en Ukraine pour participer au développement de l'hydrogène vert. En août 2021, Berlin avait annoncé l'octroi de 40 millions de dollars à la Namibie. Ce financement était destiné à soutenir la recherche. En parallèle, le groupe industriel Enertrag s'était allié à l'investisseur Nicholas Holdings pour lancer Hyphen Hydrogen Energy. La coentreprise compte investir 9,4 milliards de dollars pour atteindre une capacité de 300 000 tonnes d'hydrogène vert par an d'ici à 2030.

<sup>5</sup> Une première à Ambatofinandrahana (ville située à 333 km au Sud de Tana), une seconde dans la banlieue de la capitale.

<sup>6</sup> Lorsqu'il était sous protectorat français.

<sup>7</sup> Anxious Masuka, ministre zimbabwéen de l'Agriculture déclare le 30 mars 2022 : "Le Zimbabwe ne dispose pas de terres arables illimitées, 99% des terres sont déjà occupées, et celles que nous distribuons aux agriculteurs inscrits sur la liste d'attente sont prises à des noirs, pour être redistribuées à des noirs".

le pays, et réputée pour sa fertilité. Devant la hausse du prix de l'énergie et de l'alimentation les pays africains sont tentés par le chantage mémoriel<sup>8</sup>.

### **Des opportunités d'affaires convoitées par des puissances concurrentes**

Le regain de tensions énergétiques et alimentaires généré par la crise ukrainienne n'empêche pas l'Afrique de se moderniser. Dans un contexte très instable, de jeunes entrepreneurs parviennent à se tailler une petite place locale<sup>9</sup>. Le continent africain s'est rapidement numérisé à l'instigation de sociétés étrangères désireuses de capter le marché des données africaines<sup>10</sup>. Le gouvernement du Botswana a ainsi lancé le projet SmartBots destiné à connecter 500 villages à internet pour un total de 12,7 millions de dollars. La première phase du projet consiste à apporter de la connectivité Internet à 61 villages ne disposant que d'un accès minimal aux infrastructures de backhaul et à l'électricité à haut débit. Le projet intervient dans un contexte marqué par la forte accélération de la transformation numérique à travers le continent africain depuis 2020 en raison de la pandémie de Covid-19. A Cotonou, la vidéosurveillance est apparue afin de favoriser la lutte contre l'insécurité. En Angola, enfin, de nouvelles opportunités commerciales se sont ouvertes grâce aux privatisations du port atlantique de Lobito et du chemin de fer de Benguela. Ces infrastructures avaient pour but d'offrir aux pays de la région une alternative pour le transit des marchandises. Or la modernisation de l'Afrique aiguise les appétits de puissances concurrentes.

D'un côté, les anciennes puissances coloniales restent présentes : la société britannique Moxico Resources a prévu d'investir 100 millions de dollars pour agrandir sa mine de cuivre de Mimbula, en Zambie, dont elle est l'actionnaire majoritaire. L'investissement créera de nouveaux emplois et augmentera les recettes fiscales du gouvernement zambien, a déclaré la ministre britannique des affaires étrangères. Au Lesotho, Clifford Elphick poursuit un trafic séculaire grâce à sa nouvelle société minière *Gem Diamonds*, active dans la production de diamants. Les bénéfiques – à la hauteur de 115 335 carats – avaient augmenté de 6,5% en 2022. La demande mondiale de graphite – en hausse en raison de la production massive de batteries automobiles - a rendu plus rentable que jamais l'exploitation des mines du Malawi par l'australien *Sovereign Metals*. L'implantation anglo-saxonne se complète par la part des États-Unis dont la présence augmente en Angola<sup>11</sup> et au Comores<sup>12</sup>. Du côté géopolitique adverse, la Chine a discrètement

---

<sup>8</sup> Après le Congo et la Namibie, le Burundi a demandé réparation pour les 66 années de colonisation entre 1896 et 1962. Le gouvernement du président Évariste Ndayishimiye souhaitant des excuses publiques de la part de la Belgique et de l'Allemagne en raison des torts causés par les colons à la population locale.

<sup>9</sup> C'est le cas de Louis Camara, un ingénieur minier qui s'est lancé à l'assaut du secteur pétrolier. Disposant d'une flotte de 40 camions-citernes et d'un réseau de stations-service en pleine croissance, sa société Kamsar Petroleum, cocréée avec le Sénégalais Mohamed Julien Ndao, est parvenue à se faire une place parmi les distributeurs de produits pétroliers.

<sup>10</sup> L'entreprise américaine Africell, qui compte la Société financière internationale de développement (DFC) des États-Unis comme son plus grand investisseur externe, a obtenu une licence de télécommunications angolaise l'année dernière, devenant ainsi le premier nouvel opérateur à entrer sur le marché en deux décennies. Il rejoint Movitel, Unitel et l'entreprise publique Angola Telecom. Le réseau de la société, prêt pour la 5G, aura une capacité initiale de plus de 6 millions d'abonnés.

<sup>11</sup> Dès juin 2019, le secrétaire de la présidence chargé des affaires diplomatiques et de la coopération internationale, Victor Manuel Rita da Fonseca Lima, a fait appel au cabinet de lobbying Squire Patton Boggs, basé à Washington. Objectif fixé par le gouvernement angolais : mettre le système financier de l'Angola aux normes internationales,

solidifié ses positions tandis que la Russie a réduit le nombre de ses mercenaires en Centrafrique tout en augmentant ses vols directs vers les Seychelles. Certaines pétromonarchies continuent quant à elles de subventionner le terrorisme tout en faisant de certains pays d'Afrique des havres touristiques à leur usage particulier<sup>13</sup>.

## Éclatement territorial et tensions militaires

Entre l'Algérie et le Maroc, les tensions restent vives. Le contentieux entre les deux pays est très ancien puisqu'il oppose un vieux royaume<sup>14</sup> à une création politique plus récente issue de la colonisation<sup>15</sup>. Aux différends territoriaux entre les deux pays s'ajoute la question du Sahara occidental, immensité arrachée au Maroc par la colonisation espagnole. Les Algériens souhaiteraient qu'un *État saharaoui* leur étant inféodé y soit créé, ce qui interdirait au Maroc de disposer d'un littoral de plusieurs milliers kilomètres depuis Tanger au nord jusqu'à la frontière mauritanienne au sud<sup>16</sup>. Affaiblie par l'absence de pouvoir fort, la Tunisie demeure coupée en deux régions : le nord favorisé et le centre-sud déshérité<sup>17</sup>. En Libye, deux pôles ont émergé toutefois la Russie affaiblie n'a pas réussi à sanctuariser la Cyrénaïque<sup>18</sup>. Plus au Sud, la France - qui a quitté le Mali – dénonce les exactions qui s'y déroulent quotidiennement. Le dispositif français s'est, quant à lui, replié vers le Niger. Comme tout le reste de l'Afrique, le pays est frappé par une grave crise alimentaire. En outre, les violences djihadistes empêchent les paysans de cultiver leurs champs. La violence est partiellement maîtrisée par le président Mohamed Bazoum<sup>19</sup>, qui appartient à une ethnie ultra-minoritaire, les Oulad Souleymane, tribu arabe du Fezzan, principalement présente en Libye<sup>20</sup>. Issue de Tripoli et maîtresse des *rezzous*

---

augmenter les échanges commerciaux des États-Unis, attirer les investisseurs américains et améliorer la visibilité du pays outre-Atlantique.

<sup>12</sup> L'industrie américaine a livré 108.810 doses de vaccin Pfizer aux Comores. Les États-Unis, par la voix de leur président Joe Biden, avaient promis un milliard de doses de vaccins à des pays en développement dont une bonne partie à l'Afrique.

<sup>13</sup> La compagnie aérienne Emirates Airlines passera d'ici l'été à deux vols par jour entre Dubaï et l'île Maurice, qui seront opérés en Airbus A380 « pour satisfaire la hausse de la demande de voyages vers l'île-nation ». À partir du 1er juillet 2022, la compagnie émiratie proposera deux vols par jour entre sa base à Dubaï et l'aéroport de Port-Louis-Sir Seewoosagur Ramgoolam, opéré en A380 pouvant accueillir 14 passagers en Première, 76 en classe Affaires et 426 en Economie.

<sup>14</sup> Le Maroc était jadis le moteur commercial de tout l'ouest saharien et le point d'écoulement de ses marchandises échangées contre ses productions artisanales ou agricoles. Le Maroc étendait son rayonnement au-delà du Tagant et le long des pistes du Sahara occidental depuis l'arc de cercle Agadir-Sijilmassa-Touat, englobant à la fois les villes du nord du Maroc et les vallées des fleuves Sénégal et Niger. Dans cette vaste région, qui allait de Tanger à la vallée du fleuve Sénégal, l'influence marocaine se manifestait par la circulation d'une monnaie unique et par un même système de poids et mesures. Les marchandises circulaient sans entraves douanières car il s'agissait d'échanges internes pratiqués dans les limites d'un seul ensemble culturel et économique.

<sup>15</sup> Le conflit se cristallise autour des zones amputées au Maroc par la France lorsqu'elle créa les départements d'Algérie notamment Tindouf, Gourara et Tidikelt.

<sup>16</sup> Bernard Lugan, « L'Afrique réelle », N° 142.

<sup>17</sup> Bernard Lugan, « L'Afrique réelle », N° 147.

<sup>18</sup> Bernard Lugan, « L'Afrique réelle », N° 147.

<sup>19</sup> Critique envers le Mali, Mohamed Bazoum a été fait Grand officier de la légion d'honneur pour son engagement dans la coopération et son amitié avec la France.

<sup>20</sup> Dans la seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle, les Oulad Souleymane nomadisaient entre le golfe de Syrte en hiver et les oasis du Fezzan en été. Chacune des trois fractions de la tribu a sa palmeraie : les Jebayr exploitent Semrou, les Hewat Tamenhant, les Myasay et Sheredat l'oasis de Sebha. Vaincus par l'administration ottomane à Tripoli à la fin des années 1830, les survivants de l'Awlad Sulayman se réfugièrent dans le bassin du lac Tchad où ils reconstituèrent

esclavagistes, la tribu avait quitté le Fezzan au XIX<sup>e</sup> siècle pour s'installer au Niger, dans la région du lac Tchad, notamment vers Tasker et N'Gourti, alors sous influence française. Les Oulad Souleymane avaient vaincu les tribus les unes après les autres entre le Tchad et le Borkou, puis s'étaient violemment attaqués à la tribu touarègue des Kel Owi, qui fut mise en pièces.

En 2023 les tensions générées par les réductions de livraison de gaz russe vers l'Europe ont rendu soudainement plus intéressants certains territoires à fort potentiel énergétique. Tel est le cas du Niger, jusqu'ici relativement délaissé. Cet État détient au cœur de ses terres, le plateau rocheux de l'Aïr, un rectangle de 300 km sur 200 qui abrite 100 milliards de barils de pétrole et deux fois plus de gaz naturel. Le Niger ambitionne de devenir l'un des plus grands pays producteurs de pétrole du continent africain à l'horizon 2025. Produisant actuellement 20 000 barils d'hydrocarbures, il ambitionne d'en exporter 500 000 à l'horizon 2025. Ceci implique toutefois la sécurisation des pipelines soumis au pillage en aval<sup>21</sup>. D'autre part, le pays regorge de bauxite<sup>22</sup>. Depuis 2019, l'uranium n'était plus rentable au Niger, le kilo d'uranium étant passé de 40 dollars en 2014 à 25 dollars en juillet 2019 en raison des répercussions en chaîne de la catastrophe de Fukushima. Le 31 mars 2021, la mine d'Akouta, ayant épuisé ses ressources, 600 salariés furent licenciés. Or voici que l'énergie nucléaire est brusquement relancée face à la pénurie de gaz. Voilà qui va aiguïser les appétits des puissances géopolitiques concurrentes.

Si l'on se tourne du côté des puissances continentales du *nouvel empire mongol*, l'État qui domine est la Chine. En termes de matières premières, les Chinois ont quasiment l'exclusivité sur la prospection et l'utilisation des matières premières, qu'il s'agisse du pétrole, de l'uranium ou de l'or. La Chine a le projet de construire un oléoduc d'une longueur de 2000 km entre le Niger et le Bénin afin de pouvoir produire 500 000 barils par jour en 2030. En matière militaire, la Chine équipe les Forces Armées Nigériennes en fibres optiques grâce à la société ZTE. Elle a également livré des copies des VAB au Niger, mais beaucoup sont tombés en panne. Le volume du commerce entre les deux pays s'élève à 511 millions de dollars : les achats chinois concernent le pétrole, le coton, la gomme arabique, et leurs ventes se concentrent sur les véhicules, les pièces détachées, les produits chimiques, les machines, et les chaussures. Notons qu'une mission médicale chinoise est présente de façon permanente au Niger<sup>23</sup>. Ces bonnes relations économiques n'empêchent pas les Chinois d'être fréquemment victimes de raptés par les djihadistes<sup>24</sup>, d'où leur intérêt à ce que la zone soit sécurisée par d'autres armées. La Russie, qui vient de fêter le 50<sup>ème</sup> anniversaire de sa coopération avec le Niger est plus discrète. En 2020, à la veille de la rentrée du Niger au Conseil de sécurité de l'ONU en tant que membre non-permanent, des réunions avaient eu lieu à Niamey rassemblant de hauts fonctionnaires russes comme le Directeur du Département des organisations internationales du ministère des affaires étrangères de la Russie et son homologue nigérien. L'on sait également que le Qatar, dont les relations avec la Russie se renforcent, collabore avec le Niger dans le domaine pétrolier.

---

les conditions de leur succès en Libye ; ils contrôlaient le commerce transsaharien et maintenaient leurs liens avec la société libyenne.

<sup>21</sup> Le delta du Niger est depuis des années le théâtre de graves troubles, avec des groupes armés qui percent les oléoducs pour piller du brut, provoquant des désastres écologiques, et multiplient les enlèvements contre rançons.

<sup>22</sup> L'exploitation de l'uranium au Niger par le Commissariat à l'énergie atomique (CEA) débute en 1968 à Arlit, puis à Akokan dans les années 1970.

<sup>23</sup> La Chine a mis à disposition 1 100 000 doses de son vaccin contre le Covid-19.

<sup>24</sup> Le dernier enlèvement date de juin 2021.



Du côté occidental, le Niger fait figure de tête de pont pour le commandement américain qui soutient la lutte contre les opérations terroristes afin de pouvoir justifier la défense de ses propres intérêts géoéconomiques dans la zone. Les drones d'observation américains fournissent 50 % du renseignement français dans la zone. L'armée française opère ainsi grâce à un œil judicieusement prêté par les Américains<sup>25</sup>. Les États-Unis ont tenté de nouer une collaboration directe avec le G5 Sahel en assurant son financement. Français et Américains partagent également une base militaire commune à Niamey, ce qui n'empêche pas les États-Unis de mener des opérations d'influence pour leur propre compte<sup>26</sup>. De façon plus discrète, Israël vend des drones au gouvernement nigérien et propose ses services dans le domaine de l'agriculture et de la santé. Quant à l'armée française, dont le centre de gravité a connu une translation vers l'est en raison des opérations d'influence russo-chinoises au Mali, elle renforce son dispositif militaire dans la région des trois frontières en un temps où le Niger est devenu le nouveau régulateur des migrations sahéliennes. Il lui faudra prendre en compte sur place un acteur géopolitique au jeu indépendant : la Turquie qui a signé en 2020 un pacte de défense avec Niamey. Une façon comme une autre pour elle de se positionner sur le marché énergétique local tout en vendant ses fort efficaces drones à bas coût TB2<sup>27</sup>. L'on voit ainsi que les puissances géopolitiques antagonistes s'appuient sur des stratégies assez différentes, les continentaux du nouvel empire mongol visant le développement tandis que les puissances océaniques libérales poursuivent la sécurisation de la zone.

### **La région des trois-frontières, repère des nomades peuls sophistiqués**

Dans la région des trois-frontières, les forces françaises luttent contre l'*État islamique dans le Grand Sahara* principalement actif au sud-ouest du Niger, dans la région de Tillabéri, au sud-est du Mali, dans la région de Ménaka et au nord du Burkina Faso, dans les régions de Soum et d'Oudalan. Cette région prend le nom de « zone des trois frontières ». Le fond du problème est que le Mali, le Burkina Faso et le Niger ont toujours refusé de prendre en compte les revendications de leurs minorités ethniques, Touareg ou Peul, sur lesquelles se sont opportunément greffés les jihadistes<sup>28</sup>. Comme pour les autres groupes armés au Sahel, djihadistes ou non, l'EIGS s'inscrit dans une dynamique largement communautaire. Une large partie de ses combattants sont des Peuls. A l'origine, les Peuls se distinguaient à leur silhouette gracile, leurs jambes fines, leur teint cuivré, leur visage allongé, leur nez fin, et leurs cheveux lisses. Dans la culture peul, l'impassibilité était recherchée, les gestes se devaient d'être lents, l'indifférence et la retenue étaient des vertus. Certains comportements considérés comme négatifs dans la culture occidentale étaient au contraire vus positivement, ainsi la dissimulation. Au Macina, les Peuls sont divisés en au moins six grandes catégories sociales : les Ardubé qui sont les familles aristocratiques, les Moodibabé ou familles maraboutiques, les Nagekkobé, les bergers qui constituent la masse de la population, les Diawando qui sont les métis de Peul et d'autres populations, les artisans qui constituent plusieurs castes, et au bas de l'échelle, les captifs. Les

---

<sup>25</sup> Selon le New-York Times, La base secrète de Dirkou, située en plein Sahara, permettrait aux États-Unis d'effectuer des missions de surveillance par drones.

<sup>26</sup> Du 7 au 9 août 2021, un exercice a été mené au Niger pour tester la capacité qu'a le Native American Rights Fund (NARF) à intervenir en cas de situations d'urgence pour défendre les intérêts américains.

<sup>27</sup> Du 9 et le 13 mars, le président Nigérien Mohamed Bazoum a effectué une visite en Turquie où il a visité les sites du complexe militaro-industriel. Il a également commandé des avions de combat à turbopropulseurs de formation Hurkus de Turkish Aerospace, des véhicules blindés tactiques de Nurol Makina.

<sup>28</sup> Bernard Lugan, « L'Afrique réelle », N° 146.

structures génétiques des différents groupes peuls, à l'exception de ceux de Gambie, comportent environ 20% de gènes associés aux populations berbères.

Chassés du Sahara par la péjoration climatique, un phénomène qui débuta il y a 4000 ans, les pasteurs Peuls ont, depuis, essaimé dans tout l'ouest africain, suivant le recul des pâturages. Aujourd'hui, en butte à l'hostilité des agriculteurs qui colonisent peu à peu leurs couloirs de transhumance, victimes de la « rapacité de la houe », les Peuls ne s'identifient pas aux États dans lesquels ils vivent, et que certains ne font que traverser. Les Peuls noirs prirent jadis la tête des guerres saintes au XIX<sup>e</sup> siècle ce qui aboutit à la naissance d'États, comme l'imamat du Fouta-Toro (Sénégal-Mauritanie), l'empire du Macina (Mali) ou l'empire de Sokoto<sup>29</sup> (Nigeria). Les djihads du XIX<sup>e</sup> siècle furent menés par des membres des élites intellectuelles et religieuses peules. Ces mouvements de réforme islamique bouleversèrent l'ensemble du monde peul. La colonisation inversa cependant le rapport de force précolonial au profit des sédentaires. Après les indépendances, ces derniers héritèrent du pouvoir dont les Peuls furent totalement exclus. L'hostilité qui entoure les Peuls du Bénin, vient du fait que leur transhumance se fait depuis un Sahel largement contrôlé par les djihadistes. La crainte des populations et des autorités est donc que des terroristes s'infiltreront parmi les pasteurs. Cette inquiétude n'est pas infondée. Cherchant à étendre leur zone d'action vers le littoral atlantique, les djihadistes ont en effet besoin d'une assise ethnique. Voilà pourquoi, soufflant sur les braises du ressentiment, ils recrutent des combattants parmi ce peuple de 40 millions de membres dispersé sur 15 pays<sup>30</sup>. Dans la région des trois-frontières, nous constatons que les victimes appartiennent toujours à des ethnies sédentaires. Comme si les Peuls de l'État islamique dans le grand Sahara avaient décidé de pousser ces mêmes sédentaires à fuir la région. Le but des assaillants semble être de tenter, par une authentique épuration ethnique, d'inverser, ou du moins de limiter le rapport qui leur est localement très défavorable, et cela, afin de constituer un « territoire peul » qui n'existe encore nulle part.

En 2023, le déplacement du djihadisme vers le sud aura déstabilisé de nouveaux pays. Dans l'ouest de la région sahélo-guinéenne, le Burkina Faso constitue actuellement la principale cible des groupes armés terroristes (GAT). Ayant des frontières communes avec le Niger, le Mali, la Côte d'Ivoire, le Ghana, le Togo et le Bénin, le pays est un verrou régional dont l'effondrement pourrait avoir des conséquences incalculables dans toute la sous-région.<sup>31</sup> Dès 2022, le Burkina Faso – partenaire de la France – avait annoncé vouloir diversifier ses partenariats afin de pouvoir lutter plus efficacement contre les groupes armés. Ces derniers s'étaient spécifiquement intéressés aux mines d'or<sup>32</sup>. Toutefois, le Togo et le Ghana sont devenus de nouveaux refuges pour les djihadistes du Sahel. Voisins du Burkina Faso, où les attaques djihadistes se multiplient

---

<sup>29</sup> L'empire de Sokoto ou califat de Sokoto a été fondé par un djihad mené entre 1804 et 1810 par le Peul Usman dan Fodio dans le nord du Nigeria. Il s'étendait principalement entre le nord du Nigeria et le nord du Cameroun actuels, et sa capitale était la ville de Sokoto. L'économie de cet empire peul était fondée sur le commerce et l'esclavage. Il fut le plus grand État d'Afrique (derrière l'Empire ottoman) depuis l'effondrement de l'Empire songhaï (vers 1592), et le deuxième plus grand État musulman au monde jusqu'à la conquête européenne de 1897 à 1903.

<sup>30</sup> Bernard Lugan, « L'Afrique réelle », N° 141.

<sup>31</sup> Bernard Lugan, « L'Afrique réelle », N° 146.

<sup>32</sup> Une vingtaine de personnes ont été tuées dans la nuit du jeudi 31 mars au vendredi 1er avril 2022 dans l'attaque d'une mine d'or artisanale du nord du Burkina Faso. « Plusieurs dizaines d'hommes armés à bord de motocyclettes ont attaqué le site d'orpaillage de Kougdiguin » près de Barga, une localité de la commune rurale de Bouroum, dans la province du Namentenga. Au total, depuis trois semaines, près de quatre-vingts civils et militaires ont été tués dans des attaques attribuées à des groupes armés djihadistes.

depuis plusieurs années, le Togo et le Ghana étaient jusque-là épargnés. Mais ce n'est plus le cas. Le nord de ces deux pays est devenu un refuge facile pour les groupes armés. Mal contrôlé par l'État, il a longtemps servi de transit pour les trafiquants de drogue. C'est aussi une zone de conflits communautaires. Plus de 200 jeunes Ghanéens se répartissent dans des groupes comme Ansar al-Islam présent au Burkina Faso et au Mali, ou encore le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM). Mais le Togo est aussi l'un des pays où les djihadistes recrutent et en réponse, l'État devra renforcer sa présence militaire sur la frontière nord du pays. Le Nigéria dont la partie nord-ouest avait été transformée en zone de non-droit dès le printemps 2022<sup>33</sup> aura basculé dans la violence. Dans le même temps, les combats se poursuivent dans la corne de l'Afrique entre l'armée éthiopienne et les sécessionnistes du Tigré.

En 2023, l'Afrique déstabilisée de l'extérieur par la montée des prix en raison de son incapacité chronique à assurer la sécurité physique et alimentaire de ses habitants, verra les conflits internes s'exacerber. Soumise au pillage des puissances extérieures et à la captation simultanée de ses données par le biais d'une numérisation accélérée, l'Afrique verra naître de nouveaux archipels – à l'image de celui des Peuls combattants – En Afrique du Sud, la radicalisation politique des communautés ethniques dès 2021 avait fait office d'avertissement. Le parti des *Afrikaners* comme celui des *Coloured* les métis du Cap, avait connu une progression spectaculaire.

---

<sup>33</sup> Le 28 mars 2022, des hommes armés avaient attaqué un train dans le nord-ouest du Nigeria, tuant 8 personnes et enlevant un nombre indéterminé de passagers. Le train avait été attaqué près de la gare de Rijana, sur la ligne reliant Abuja, la capitale du Nigeria, à Kaduna, une ville du nord-ouest du pays, où sévissent des bandes criminelles qui pillent, kidnappent et tuent.

## MOYEN-ORIENT, UN LENT BASCULEMENT GEOPOLITIQUE SUR FOND DE TENSIONS ALIMENTAIRES ET ENERGETIQUES

Le Moyen-Orient poursuit son rapprochement vers les puissances continentales qui le courtisent. A leurs yeux, l'intérêt est triple : fournir de l'énergie dans la longue durée à la nouvelle usine sino-indienne du monde, empêcher l'Europe de bénéficier d'un gaz de substitution à celui de la Russie, enfin, continuer d'affaiblir le dollar. En face, les puissances occidentales sommées de décoloniser financièrement le Moyen-Orient sont sur la défensive mise à part l'industrie de l'armement qui bénéficie de la guerre couverte divisant la péninsule arabique. Les tensions géopolitiques s'aiguiseront en 2023 en raison de l'enchérissement notable du prix de l'alimentation.

### Le Moyen-Orient bascule lentement vers l'Eurasie

De multiples signes indiquent la perte de faveur des Etats-Unis au Moyen-Orient : rendus responsables de la destruction de l'Irak, tout comme de l'incapacité à détruire l'État islamique, les Américains font face à l'hostilité grandissante de leurs anciens alliés. Ainsi, l'Arabie Saoudite a indiqué qu'elle se réservait la possibilité de vendre désormais son pétrole en e-yuan. Si ce chantage prenait forme, le dollar s'effondrerait. MBS a en outre refusé d'accéder à la demande de Joe Biden concernant l'augmentation du volume de pétrole à mettre sur le marché. Il a néanmoins donné son feu vert à l'investissement saoudien dans un projet de Jared Kushner, *Affinity Fund*, dont les actifs se chiffrent aujourd'hui à 2,5 milliards de dollars<sup>34</sup>. De leur côté, les Émirats Arabes Unis se sont ostensiblement rapprochés du *Nouvel Empire Mongol* en recevant Bachar Al-Assad à Abou Dhabi le 18 mars 2022. Ce tournant diplomatique a généré des sanctions financières immédiates de la part des Etats-Unis sous couvert de lutte contre le terrorisme<sup>35</sup>. Mohammed Ben Zayed, le dirigeant de fait des Émirats, entretient de longue date des relations étroites et chaleureuses avec Vladimir Poutine. Elles sont fondées sur l'intérêt partagé de ces deux régimes à maintenir, sous l'égide de l'Arabie saoudite, les prix les plus élevés du pétrole. Mais l'importance des investissements des oligarques russes à Dubaï a ajouté une dimension aussi profitable que sensible à cette relation bilatérale<sup>36</sup>. Selon les agents immobiliers dubaïotes, les marchés haussiers n'ont jamais connu un tel pic : une quantité notable d'investisseurs russes y

---

<sup>34</sup> La transaction soulève plusieurs questions. L'investissement saoudien constitue-t-il un retour d'ascenseur pour les services rendus par un ancien conseiller présidentiel ? Après tout, Kushner a joué un rôle important pour défendre MBS après l'assassinat du journaliste Jamal Khashoggi ainsi que pour protéger les ventes d'armes à l'Arabie saoudite remises en question par le Congrès après la catastrophe humanitaire engendrée par les bombardements saoudiens au Yémen. Ou les 2 milliards de dollars représentent-ils une sorte d'acompte pour assurer la bienveillance de Kushner au cas d'un retour de Donald Trump au pouvoir ?

<sup>35</sup> Le groupe d'action financière, un organisme international de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme lié à l'OCDE, a placé les Émirats arabes unis sur sa liste grise des juridictions nécessitant une surveillance accrue.

<sup>36</sup> Depuis le début de la guerre en Ukraine, les vols entre la Russie et Dubaï vont bon train. Parmi les passagers, nombreux sont les oligarques russes qui cherchent à échapper aux sanctions économiques appliquées par l'Occident : aux Émirats arabes unis, les fortunes des proches de Vladimir Poutine sont les bienvenues. Aucune sanction ne s'applique contre les ressortissants russes, et d'autant moins quand ils font tourner à plein régime les industries du luxe. Les transactions, allant de la vente de propriétés d'élite aux baux, sont en grande partie effectuées à l'aide de cryptomonnaies, mais certaines ont été des transferts directs d'entités financières russes liées à des magnats sanctionnés.

achètent des appartements. De son côté, la Syrie tente d'échapper aux sanctions américaines grâce à la mise en place d'un véritable labyrinthe de sociétés écrans<sup>37</sup>. Quant à l'Iran, il se dit prêt à discuter d'une coopération gazière avec le Koweït pour l'exploitation du gisement gazier de Dorra. Au sein de l'appareil d'État turc enfin, le rapprochement soudain avec l'OTAN généré par la guerre d'Ukraine provoque la résistance d'hommes d'affaires liés à la Russie, ainsi l'homme d'affaires Ethem Sancak, acquis à la cause des « Eurasiens », à savoir les nationalistes souverainistes turcs partisans d'une alliance avec la Russie et la Chine contre l'Occident.

Les Etats-Unis réagissent néanmoins au délitement de leurs positions sur le front iranien. Depuis plusieurs décennies, l'accord sur le nucléaire iranien sert d'alibi au confinement géopolitique de l'Iran, dont le régime est jugé subversif par les États-Unis et quelques-uns de ses proches alliés. De fait, la doctrine diffusée par la révolution islamique s'attaque frontalement à la légitimation américaine de sa propre puissance. La posture géopolitique des États-Unis était donc jusqu'à présent hostile à tout accord permettant à la République islamique de se dégager des marges de manœuvre, celle des Européens, plus modérés afin d'espérer conserver une partie du marché iranien en cas de retournement de régime, celle des Russes à l'inverse favorable à une normalisation des rapports avec l'Iran. Ces postures se sont inversées à la faveur du conflit en Ukraine. Les sanctions américaines à l'encontre de l'Iran, qui empêchent l'exportation du gaz iranien, sont soudainement devenues le meilleur soutien de l'armée russe qui n'a guère intérêt à ce qu'une puissance concurrente vende son gaz à l'Europe. D'où un renversement diplomatique : les États-Unis poussant soudain à la normalisation des rapports avec l'Iran, tandis que la Russie freine. Or l'Iran, qui tient à son indépendance ne tient pas à devenir une colonie financière de la Chine. En proposant certains très bons connaisseurs de l'Iran comme Bill Burns et Wendy Sherman parmi les piliers de son équipe, Joe Biden envoie à Téhéran un signal favorable au dialogue.

### **Les tensions militaires et alimentaires s'aiguisent.**

Le Moyen-Orient est le théâtre de guerres discrètes qui pourraient s'aiguiser en raison des tensions alimentaires et énergétiques à venir. Le Ramadan 2022 avait donné lieu à un regain de violence sur le territoire israélien mais aussi à une activité grandissante du Hezbollah en Syrie, qui fut l'objet de frappes sur ses installations de missiles de précision le 9 avril. Malgré la tentative de trêve, la guerre se poursuit au Yémen, les Houthis s'attaquant par drones aux installations pétrolières d'Aramco à Jeddah<sup>38</sup>. Enfin, l'Iran n'hésite pas à frapper à Erbil un centre présumé israélien grâce à ses missiles balistiques. La Syrie, dévastée par plusieurs années de guerre est un espace au sein duquel les puissances antagonistes viennent puiser des mercenaires. Les Russes recrutent des combattants syriens<sup>39</sup>, tout comme les Occidentaux qui font appel aux *casques blancs* afin de faire la guerre à leur profit en Ukraine, sous couvert d'opérations humanitaires. L'instabilité géopolitique est une aubaine pour les marchands d'armes. Des armes

---

<sup>37</sup> Ainsi, Trappist, Generous et Super Brandy sont trois sociétés ayant été créées le même jour en octobre 2021. Elles sont conjointement détenues par trois personnes : Ali Najib Ibrahim, Rana et Rita Ahmad Khalil, filles d'Ahmad Khalil Khalil.

<sup>38</sup> 25 mars 2022.

<sup>39</sup> Les salaires commencent aussi bas que 200 à 300 dollars par mois pour les bénévoles qui travaillent comme agents de sécurité pour protéger les installations, mais ceux qui ont une plus grande expérience militaire reçoivent des taux plus élevés, dépassant 1 000 dollars par mois.

transitent depuis l'Irak vers l'Ukraine. Enfin, le fameux drone turc à bas coût Bayraktar TB2 tente les monarchies du Golfe. Israël reste un acteur majeur des ventes d'armes vers ces mêmes pays.

Ces conflits sont aiguisés par la hausse du prix de la nourriture. En Turquie, les autorités ne parviennent pas à contrôler une inflation de plus en plus galopante. 61% sur un an et de nouveaux sommets atteints en mars 2022. C'est dans le domaine de l'alimentation que la hausse des prix est la plus impressionnante : les denrées alimentaires et les boissons non alcoolisées sont en moyenne 70% plus chères aujourd'hui en Turquie qu'il y a un an. Le prix des tomates a ainsi augmenté de 192% entre mars 2021 et mars 2022<sup>40</sup>. En Iran, les retraités manifestent affirmant que le montant actuel des pensions est insuffisant pour couvrir l'augmentation du coût de la vie. Dans le nord-ouest du Yémen, les champs de blé restent insuffisants pour nourrir une population au bord de la famine. Le pays, ravagé par la guerre, craint de manquer de blé en raison de la guerre en Ukraine. A Al-Jawf, les agriculteurs récoltent la précieuse céréale pour la moudre avant de l'expédier entre autres vers la capitale Sanaa. Avec 30 millions d'habitants, le Yémen, pays le plus pauvre de la péninsule arabique, dépend néanmoins largement des importations de blé. Or un tiers de celles-ci proviennent de Russie et d'Ukraine. En Jordanie, le Roi Abdallah II a proposé au président israélien Herzog de créer une réserve commune de blé et de produits alimentaires. Lors de la visite du président Herzog à Amman, le roi de Jordanie lui a présenté une initiative sans précédent pour la coopération régionale en matière de sécurité alimentaire. L'initiative porte sur la constitution d'un réservoir commun de produits alimentaires et de blé, dont tout pays en détresse pourrait bénéficier. Parmi les pays cités qui participeraient à la création de la réserve et en bénéficieraient figurent Israël, la Jordanie, l'Égypte mais aussi les Palestiniens.

Devant l'effritement des positions occidentales et l'enchérissement simultané du prix de l'alimentation et de l'énergie, l'Union Européenne s'est rapprochée de l'Égypte afin d'augmenter ses importations de gaz naturel liquéfié sous couvert de contribuer à la construction d'une installation locale de production d'hydrogène vert. Le paravent écologique masque temporairement la quête d'énergie alternative au gaz russe. Pourtant dès 2023, il faudra opérer des choix drastiques concernant les agro-carburants si l'on veut éviter des soulèvements contre la vie chère.

---

<sup>40</sup> En Turquie, quelque 61,8 % des sondés déclarent ainsi avoir arrêté de consommer de la viande rouge, un des produits dont le prix a connu une forte augmentation, due en partie à la hausse des coûts de production (engrais, carburant, fourrage...). Les économies se font aussi dans le secteur de l'énergie, les sondés étant 51,3 % à déclarer "se couvrir plus chaudement et ne pas allumer le chauffage" chez eux, en raison de l'explosion des prix du gaz et de l'électricité, "et 62,5 % à déclarer ne plus se servir de leur véhicule à cause du prix de l'essence". Le tableau dépeint par le sondage montre même l'apparition d'une insécurité alimentaire modérée, avec 50,3 % des personnes interrogées déclarant avoir réduit le nombre de leurs repas quotidiens et 31,9 % déclarant "avoir faim de temps en temps".

## LA RUSSIE EN 2023 : UN AMOINDRISSEMENT AU PRISME DE L'HISTOIRE

Après un an de combats en Ukraine, la situation géoéconomique de la Russie se sera sensiblement modifiée. Le retour à une stratégie mesurée d'acquisitions territoriales, limitées au Donbass et au littoral méridional de la mer Noire, aura pour conséquence de limiter l'hémorragie en combattants tout comme la destruction accélérée du matériel de guerre. Sortie des écrans, l'offensive russe progressera pas à pas, générant en retour une aspiration sans précédent à l'acquisition d'armements occidentaux par l'Ukraine. A Moscou, le paysage politique se sera sensiblement modifié, une partie des élites financières s'étant discrètement exfiltrée vers le Levant. Plus pragmatique que jamais, la Chine aura eu soin de fournir des mercenaires issus de ses marges les plus remuantes afin de soutenir son allié mais tout en recueillant en retour le gaz jadis vendu à l'Allemagne. La poursuite de l'offensive en Ukraine signera pour les Russes un retour à la politique de Catherine II. En face, la colonisation américaine de l'ouest de l'Ukraine prolongera la politique antique de la Pologne, commencée au XIV<sup>e</sup> siècle.

### L'offensive vers l'est et le sud de l'Ukraine comme retour au XVIII<sup>e</sup> siècle.

La fin du XVIII<sup>e</sup> siècle fut marquée par la poussée russe sur les bords de la mer Noire. L'impératrice Catherine II avait en effet conçu un « projet grec » : la Russie revendiquait une filiation directe et donc une légitimité impériale sur Byzance et la chrétienté orthodoxe des Balkans. Plusieurs éléments en témoignent, par exemple les noms grecs donnés symboliquement aux cités nouvelles de la Crimée et de la « Nouvelle Russie », que l'impératrice avait conquises de haute lutte sur l'empire ottoman. Il suffit de penser à Kherson (l'antique Chersonèse) et à toutes les cités dont le nom se terminent par la syllabe pol(is) – Sébastopol, Simferopol, Tiraspol, Marioupol, etc. Il en va de même pour Odessa, dont le nom a été calqué sur celui d'Odessos, mais au féminin selon le vœu prêté à Catherine. Celle-ci voyait d'ailleurs en son deuxième petit-fils le futur Empereur d'Orient, raison pour laquelle elle aurait choisi le prénom de Constantin<sup>41</sup>. Dès cette époque en effet, des colons de différentes ethnies commencèrent à peupler la région septentrionale du littoral de la mer Noire. Leur arrivée fut indissolublement liée au refoulement de l'agression turco-tatare et à la lutte de l'Empire russe pour l'accès à la mer Noire. En 1752, le gouvernement autorisa des colons militaires serbes à peupler les régions de la rive droite du Dniepr jusqu'à Sinjuha à l'ouest à Tjasmin au nord et aux hauts Ingul et Ingulz au sud<sup>42</sup>. Durant la guerre 1768-1774, les liens de la Russie avec les peuples de la péninsule balkanique, de la Crimée et du Caucase asservis par la Turquie se consolidèrent. En 1775, des volontaires valaques, bulgares, serbes, moldaves, qui avaient servi sous les drapeaux du gouvernement russe, furent installés sur des terres frontalières le long du Boug méridional<sup>43</sup>. Dans ce midi russe, tout prend

---

<sup>41</sup> Francis Conte, « Odessa – une ville mythique du monde méditerranéen », *Cahiers slaves*, n°14, 2016. Les chemins d'Odessa, p. 1-18.

<sup>42</sup> A. Gavrilova, « Recherches ethnographiques sur l'Ukraine méridionale de 1890 à 2000 », *Cahiers slaves*, n°6, 2002, Les études régionales en Russie (1890-1990). Origines, crise, renaissance, p. 385-411.

<sup>43</sup> A. Gavrilova, « Recherches ethnographiques sur l'Ukraine méridionale de 1890 à 2000 », *Cahiers slaves*, n°6, 2002, Les études régionales en Russie (1890-1990). Origines, crise, renaissance, p. 385-411.

des dimensions homériques. L'Ukraine est en effet pour la Russie une énorme réserve d'antiquité, d'homérisme, une Provence imparfaitement liée aux espaces septentrionaux<sup>44</sup>.

L'annexion aussi rapide de la région septentrionale de la mer Noire fut également dictée par des raisons économiques : la classe dominante aspirait à récupérer de nouvelles terres riches. Dans ce but, l'on rédigea le plan sur la distribution dans la province de la Nouvelle-Russie des terres de la Couronne destinées à être peuplées. Selon ce plan, les paysans pouvaient obtenir en Nouvelle-Russie des terres avec droit de succession à condition de les peupler à leur propre compte pendant trois ans<sup>45</sup>. C'est ainsi que la *Novarossia* fut massivement colonisée par les Russes à la fin du XVIIIe siècle. Région très cosmopolite et vivante, abritant de fortes communautés juives et protestantes, cet espace maritime et commercial fut confié à l'administration du Duc de Richelieu sous le premier Empire. Il s'agissait d'une façade très occidentalisée au sein de laquelle Odessa faisait figure de Marseille russe. Cette fenêtre sur la mer fut le pendant méridional de Saint-Pétersbourg. Elle permit à l'Empire russe, handicapée par son déficit maritime, de se connecter au grand large. Au début du XIXe siècle, le gouvernement russe couvrit les dépenses de migration, paya les frais de nourriture pendant le voyage et les frais d'installation en Ukraine méridionale, de colons allemands. Ces derniers furent libérés de toute taille pendant dix ans et on leur garantit la liberté de religion. Cependant, la plus grande partie de la population agricole de la région fut constituée de ressortissants de l'Ukraine du nord et de la Russie centrale. Cinquante ans après le début de la colonisation de la région, 120 mille paysans y arrivèrent. Ainsi, au début du XIXe siècle, l'Ukraine méridionale ou la région septentrionale de la mer Noire formaient un mélange disparate de langues et de peuples qui par certains endroits fusionnaient ou avaient déjà fusionné en un tout assez particulier, sans aucune image, pour ainsi dire bien précise, et qui par d'autres endroits, défendaient obstinément leur singularité nationale originelle. Les Bulgares, les Polonais, les tchèques, les Allemands et les Juifs, les Albanais, les Serbes, les Monténégrins et les Suédois et les représentants d'autres nations peuplèrent les steppes de la région de la mer Noire en villages séparés ou bien pêle-mêle en colonies multinationales<sup>46</sup>.

Dans la partie orientale de l'Ukraine, l'administration impériale russe tenta d'implanter des propriétaires russes à la place des latifundiaires polonais, entre 1864 et 1895<sup>47</sup>. Le catholicisme resta d'ailleurs dans la mire du pouvoir tsariste jusqu'en 1917. La suite de l'action « dépolonisatrice » des provinces lituano-ruthènes fut facilitée par le désintérêt des puissances occidentales pour la question polonaise et par la rupture avec Pie IX. Les frontières austro-russes et germano-russes constituaient un rideau de fer avant la lettre, au-delà duquel il était tacitement convenu que le pouvoir tsariste pouvait agir à sa guise. Il est notoire que la violence de la répression anti-catholique de 1863-1865 eut surtout pour promoteur le gouverneur général de Vilna, le célèbre Murav'ev le Pendeur, qui proposa à Saint-Pétersbourg des mesures extrêmes

---

<sup>44</sup> Georges Nivat, « Kiev et Moscou : Mythe ou héritage à partager ? », *Cahiers du monde russe : Russie, Empire russe, Union soviétique, États indépendants*, vol. 36, n°4, Octobre-décembre 1995. L'Ukraine ancienne et nouvelle Réflexions sur le passé culturel et le présent politique de l'Ukraine, p. 471-480.

<sup>45</sup> A. Gavrilova, « Recherches ethnographiques sur l'Ukraine méridionale de 1890 à 2000 », *Cahiers slaves*, n°6, 2002, Les études régionales en Russie (1890-1990). Origines, crise, renaissance, p. 385-411.

<sup>46</sup> A. Gavrilova, « Recherches ethnographiques sur l'Ukraine méridionale de 1890 à 2000 », *Cahiers slaves*, n°6, 2002, Les études régionales en Russie (1890-1990). Origines, crise, renaissance, p. 385-411.

<sup>47</sup> Daniel Beauvois, « Les Russes et la dépolonisation religieuse de l'Ukraine rive droite (1863-1914) », *Revue des études slaves*, tome 70, fascicule 2, 1998, p. 443-467.



dont beaucoup restèrent inappliquées. Il ne fait aucun doute que l'entourage du tsar, notamment le ministre de l'Intérieur, P. A. Valuev, céda à la fureur du moment et associa encore une fois la rébellion polonaise à la religion catholique. Le 25 avril 1864, celui-ci rapporte, dans ses mémoires, le mécontentement d'Alexandre II qui se sentait accusé, par une allocution de Pie IX, de persécuter les catholiques. Les insurgés furent ensuite, selon la même source, implicitement encouragés par une lettre du pape aux évêques catholiques du 30 juillet 1864. N. D. Kiselev, ambassadeur russe au Vatican, fut alors rappelé. Dès le 5 mai, le tsar discutait avec Valuev, Gorčakov, Miljutin et Platonov d'un nouveau plan de fermeture de monastères catholiques. La rupture définitive avec Rome se produisit après un dernier entretien de son ambassadeur, Mayendorf, le 15 décembre 1865 et Alexandre II dénonça le concordat de 1847, le 27 novembre 1866. Le gouverneur général du Royaume de Pologne, Berg, des provinces du Nord-Ouest de l'empire, Baranov, et du Sud-Ouest, Bezak, entrèrent au Comité des Affaires catholiques romaines du Saint-Synode. Ils décidèrent que les contacts avec Rome se feraient par des ambassades<sup>48</sup>. Le haut clergé orthodoxe ne manqua pas de se joindre à cette guerre. Leontij (Léonce) évêque orthodoxe de Podolie et agent très actif de la russification, suggéra au tsar de supprimer l'évêché catholique de Kamieniec, ce qui fut fait par ukase du 17 juin 1866. Toute l'Ukraine rive droite ne possédait plus ainsi qu'un seul diocèse catholique, celui de Żytomierz (Jitomir) avec l'évêque Kasper Borowski et les provinces de Kiev et de Podolie n'avaient plus, désormais, qu'une hiérarchie orthodoxe. Mgr Antoni Fijalkowski, l'évêque de Kamieniec (Podolie), qui avait pourtant, dans le passé, donné des preuves de servilité au régime, fut assigné à résidence à Kiev, puis en Crimée, à Simféropol, jusqu'en 1872, date à laquelle, octogénaire brisé et soumis, il devint, jusqu'en 1883, archevêque de Moguilev, la seule métropole catholique de l'empire russe. Les timides protestations qu'il envoya à Bezak, au grand-duc Alexandre, à Valuev, restèrent évidemment vaines. La réponse du ministre de l'Intérieur fut particulièrement sèche : « Vous connaissez l'ukase supprimant votre diocèse. Le gouverneur général l'exécute. Il convient que vous partiez pour Kiev. » (2 octobre 1866). 200 000 fidèles répartis en une centaine de paroisses se trouvaient ainsi privés d'un évêché qui existait depuis le XIV<sup>e</sup> siècle. Ce diocèse catholique disparaissait en même temps que celui de Minsk, en Biélorussie, et que celui de Podlachie. Rome ne pourrait plus jamais y nommer d'évêque. En somme, la poussée russe de 2023 peut être vue comme un retour à celle des XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles.

### **Les Etats-Unis sur les pas de la Pologne, de la France puis de l'Allemagne**

Du côté occidental, les lointains précurseurs des Etats-Unis furent la monarchie Jagellonne, qui tenta de poloniser l'ouest de l'Ukraine, la France – qui s'efforça de maintenir ouverte la mer Noire afin d'avoir accès au grenier à blé ukrainien, et enfin l'Allemagne des années 1930. Durant le XIV<sup>e</sup> siècle, les Polonais et les Lituanais combattirent les Mongols et finalement toute l'Ukraine du nord-ouest passa sous l'autorité de la Pologne-Lituanie, qui annexa Kiev en 1362. Les Tatars se maintinrent dans la steppe pontique au nord de la mer Noire et en Crimée. Toutefois, de 1382 à 1484, le Grand-Duché de Lituanie atteignit la mer Noire du côté d'Oçaq. La Lituanie prit le contrôle de la Volhynie au nord-ouest de l'Ukraine (y compris les régions autour de Kiev). Quant à la Pologne, elle prit le contrôle de la Galicie. Plus au sud la principauté de Moldavie était sa vassale. Dans ces régions du nord-ouest, outre les Ukrainiens que l'on nommait à l'époque petits-russiens, le pays comptait des Polonais, des Moldaves, des

---

<sup>48</sup> Daniel Beauvois, « Les Russes et la dépolonisation religieuse de l'Ukraine rive droite (1863-1914) », *Revue des études slaves*, tome 70, fascicule 2, 1998, p. 443-467.

Allemands, des Arméniens, des Juifs et des Russes. À mesure que les Tatars perdaient du terrain, nombre de villes et villages furent fondés. La noblesse d'Ukraine occidentale fut souvent polonisée. La législation polonaise fut introduite en Ukraine occidentale en 1434. Si la Pologne mena une politique relativement tolérante vis-à-vis de l'orthodoxie, elle favorisa le catholicisme qui progressa dans les territoires occidentaux de l'actuelle Ukraine. L'influence polonaise pénétra plus lentement dans les territoires relevant du grand-duché de Lituanie. L'orthodoxie y garda sa prédominance. Pourtant, les rapports de force au sein de l'État polono-lituanien tournèrent à l'avantage des Polonais. L'Union de Lublin (janvier 1569) consacra le triomphe de la Pologne. La Lituanie perdit la plus grande partie de ses possessions ukrainiennes (Podlachie, Volhynie, Podolie, région de Bratslav et de Kiev). La noblesse de ces régions se polonisa et se convertit au catholicisme. Une partie du haut-clergé orthodoxe fut tentée par le rapprochement avec Rome. Le métropolite de Kiev et une partie du haut-clergé, en réaction contre les interventions réformatrices du patriarche de Constantinople, se rallia à Rome lors du concile de Brest-Litovsk en 1596. L'Union de l'Église de la Rus' de Kiev avec Rome forma l'Église grecque-catholique ukrainienne faisant partie des uniates. Cette polonisation fit naître deux courants antagonistes : la vision des Piast, les rois de la première dynastie, et la vision des Jagellons, qui régnèrent depuis Ladislas Jagellon et l'union polono-lituanienne jusqu'à la fin du XVI<sup>e</sup> siècle. La Pologne des Piast, c'est une Pologne ethnique. La Pologne des Jagellons, c'est une Pologne multinationale, une *Res Publica* unissant plusieurs nations. Dans les premières années du XX<sup>e</sup> siècle, les représentants de ces deux lignes intellectuelles et culturelles furent, d'une part, Roman Dmowski, l'idéologue du mouvement nationaliste, et, d'autre part, Josef Pilsudski, qui fut le représentant de l'idée fédéraliste<sup>49</sup>. Tout comme la Pologne, la France fut parfois tentée par l'instrumentalisation de l'Ukraine au détriment de la Russie.

Dans les moments où la France eut l'ambition d'abattre le colosse russe, elle soutint l'Ukraine. Tour à tour, Mazarin, Vergennes, Choiseul, Hauterive, Antoine de Saint-Joseph et Talleyrand, s'intéressèrent à ce pays, et entretenirent des relations suivies avec les chefs ukrainiens afin de maintenir la mer Noire ouverte aux flottes de commerce françaises et mettre à la disposition de la France les prodigieuses richesses de ce gigantesque grenier à blé. L'affaiblissement de la puissance russe ne pouvait se faire qu'en détachant l'Ukraine de Moscou et en ouvrant la mer Noire aux flottes de commerce françaises. Ce plan caressé par Vergennes et Choiseul, repris et amplifié par Hauterive et Antoine de Saint-Joseph, fut adopté par Napoléon, le jour où l'évolution de la situation européenne rendit inévitable un duel avec le tsar Alexandre. Refaire un État cosaque indépendant sous le nom de *Napoléonide*, s'ouvrir une route vers les Indes à travers l'Ukraine et le Caucase, mettre à la disposition de la France, les énormes réserves de blé, de chevaux et d'hommes que contenait cette région aux espaces illimités, tels étaient les rêves tumultueux qui hantaient le vainqueur d'Austerlitz<sup>50</sup>.

---

<sup>49</sup> Adam Michnik, « Pologne et Ukraine : Un nouveau dialogue », *Cahiers du monde russe : Russie, Empire russe, Union soviétique, États indépendants*, vol. 36, n°4, Octobre-décembre 1995. L'Ukraine ancienne et nouvelle Réflexions sur le passé culturel et le présent politique de l'Ukraine, p. 463-469.

<sup>50</sup> « Napoléon I<sup>er</sup> avait commandé en 1812 l'Histoire des Cosaques, compilation due à Charles Lesur reposant en partie sur les Annales de la Petite Russie ou histoire des Cosaques Zaporogues et des Cosaques de l'Ukraine ou de la Petite Russie, publiée en 1788 par Jean-Benoît Schérer (1741-1824) en 2 vol. chez Cuchet, à Paris. Dès 1807 selon Elie Borschak Napoléon avait pensé à rétablir « la nation cosaque », comme il avait envisagé de restaurer l'État polonais » Michel Cadot, « Mérimée s'est-il intéressé à l'Ukraine ? », *Littératures* 51, 2004. Mérimée. p. 117-128.

A la fin de la première guerre mondiale, les Allemands envahissent l'Ukraine, installent un gouvernement féal, celui de l'hetman Skoropatski, bientôt chassé par un soulèvement populaire que dirigent Vinnitchenko et Petlioura. Un Directoire ukrainien est formé. Les Alliés interviennent, Petlioura rompt avec Moscou, s'engage avec la Pologne, et finit par perdre l'Ukraine où une République soviétique se constitue. Dès sa création, il lui faut lutter contre la Pologne. Pilsudski marche sur Kiev, en est rejeté, malgré la diversion anticipée de Denikine. Les troupes polonaises refluent en désordre jusqu'à Varsovie. Rétablissement inattendu de la situation, grâce à l'action de la France. Le traité de Riga établit, en 1921, les frontières occidentales de la République d'Ukraine<sup>51</sup>. Le régime est si répressif en Ukraine que lorsque l'Allemagne nazie envahit l'URSS en 1941, certains ukrainiens accueillent la Wehrmacht en libératrice. Un certain nombre d'ukrainiens s'engagent notamment dans les forces de police, la légion ukrainienne, le 201<sup>e</sup> bataillon Schutzmansschaft, l'Armée de libération de l'Ukraine, l'Armée insurrectionnelle ukrainienne (UPA), les Hiwis, et la 14<sup>e</sup> division de la Waffen SS.

La mise en perspective historique de la guerre d'Ukraine permet ainsi de mettre en évidence les permanences de ce conflit. D'un côté, l'impérialisme russe et de l'autre les colonisations successives de la Pologne de la France et de l'Allemagne en Ukraine de l'Ouest. Ce conflit est trop important d'un point de vue géopolitique pour que la Russie se permette de se désengager brusquement. Les enjeux économiques pour les Etats-Unis sont tels que l'Empire américain aura intérêt à souffler sur les braises de la guerre en faisant tourner à plein régime son complexe militaro-industriel. De part et d'autre c'est la survie de deux empires finissants qui sera en jeu.

---

<sup>51</sup> René Martel. « Le problème de l'Ukraine », *Politique étrangère*, n°6 - 1938 - 3<sup>e</sup> année, p. 551-564.

## L'AMERICANISATION ACCELEREE DU CONTINENT EUROPEEN GENERE UN REPOSITIONNEMENT GEOECONOMIQUE MAJEUR

En 2023, les Européens commenceront à percevoir les conséquences structurelles de la guerre en Ukraine sur leur propre territoire. Alors même que le vieux continent, en proie à la dépression démographique accueillera des flux croissants de migrants<sup>52</sup>, le prétexte de ce conflit oriental aura été utilisé par les Etats-Unis afin de déconnecter radicalement les économies ouest-européenne et russe. De façon paradoxale, la finalité géopolitique des Etats-Unis pendant tout le XX<sup>e</sup> siècle aura trouvé son aboutissement *a posteriori* grâce à l'exploitation habile d'une opportunité stratégique de premier plan. L'administration de Joe Biden aura donc été – bien malgré elle - l'exécutante de l'ancien plan conçu par Zbigniew Brzezinski dans *Le grand échiquier*<sup>53</sup>. En 2023, l'Europe sera rentrée dans sa deuxième phase d'américanisation et seules quelques voix dispersées la contesteront. Il en résultera un repositionnement géoéconomique dans deux domaines : l'énergie et l'alimentation.

### La deuxième phase d'américanisation suscite quelques résistances

En 2023, le conditionnement des dirigeants européens met un terme à leurs dernières velléités d'indépendance stratégique. L'on se souvient que la Grèce, arrière-pays orthodoxe de la Russie avait dû céder dès 2022 aux sanctions imposées par l'Union Européenne interdisant notamment aux navires russes d'accéder à ses ports<sup>54</sup>. Même si elle ne fait pas partie de l'UE, la Norvège s'est alignée sur les sanctions prises par l'Union en mettant en défaut ses accords de pêche avec la Russie. A la différence des migrants d'outre-méditerranée, les réfugiés Ukrainiens ont été massivement reçus et intégrés en Pologne, Hongrie, Tchéquie mais également en Allemagne. Cet afflux inespéré permet en effet de remédier au déficit de main d'œuvre à la fois

---

<sup>52</sup> Le nombre de clandestins traversant la Manche a triplé en 2021. Selon une décision destinée à les dissuader de venir au Royaume-Uni, ces demandeurs d'asile pourront désormais être envoyés au Rwanda. Boris Johnson a déclaré que ce pays d'Afrique de l'Est était l'un des pays les plus sûrs au monde, mondialement reconnu pour son bilan d'accueil et d'intégration des migrants. Ce projet est donc susceptible de s'appliquer à tous les clandestins d'où qu'ils viennent (Iran, Syrie, Erythrée...). Une telle mesure est déjà appliquée par l'Australie avec des îles éloignées du Pacifique.

<sup>53</sup> « L'indépendance de l'Ukraine modifie la nature même de l'État russe. De ce seul fait, cette nouvelle case importante sur l'échiquier eurasiatique devient un pivot géopolitique. Sans l'Ukraine, la Russie cette d'être un empire en Eurasie. Et quand bien même elle s'efforcera de recouvrer un tel statut, le centre de gravité en serait alors déplacé, et cet empire, pour l'essentiel asiatique, serait voué à la faiblesse, entraîné dans des conflits permanents avec ses vassaux agités d'Asie centrale. Ceux-ci n'accepteraient pas sans combattre, la perte de leur indépendance, récemment acquise, et s'assureraient le soutien de leurs alliés islamiques du sud, tandis que la Chine, qui manifeste un intérêt croissant pour les nouveaux États d'Asie centrale, s'opposerait sans doute à la restauration de la mainmise russe. Pour Moscou, en revanche, rétablir le contrôle sur l'Ukraine – un pays de cinquante-deux millions d'habitants doté de ressources nombreuses et d'un accès à la mer Noire -, c'est s'assurer les moyens de redevenir un État impérial puissant, s'étendant sur l'Europe et l'Asie. La fin de l'indépendance ukrainienne aurait des conséquences immédiates pour l'Europe centrale. La Pologne redeviendrait alors le pivot géopolitique sur la bordure orientale de l'Europe unie » Zbigniew Brzezinski, *Le grand échiquier*, Paris, Hachette, 1997, p. 75

<sup>54</sup> En avril 2022, Le *Pegas*, un pétrolier battant pavillon russe avec 19 membres d'équipage russes à bord, a été saisi près de Karystos, sur la côte sud de l'île d'Eubée, qui se trouve en mer Égée juste en face de la Grèce continentale et de la capitale Athènes. "Il a été saisi dans le cadre des sanctions de l'UE", a déclaré un responsable du ministère des Transports maritimes. Un responsable des garde-côtes grecs a précisé que la cargaison de pétrole du navire n'avait pas été confisquée.

jeune et qualifiée. L'intégration en Pologne est d'autant plus facile que les Ukrainiens parlent une langue très proche. En 2022 plus de 2,4 millions réfugiés ukrainiens avaient déjà rejoint la Pologne, et parmi eux, de nombreux enfants en âge d'être scolarisés. Les travailleurs ukrainiens les plus qualifiés, notamment dans le domaine du développement informatique, ont immédiatement trouvé employeur au sein des économies les plus développées. Ils répugnent à revenir chez eux en raison des conditions matérielles dont ils bénéficient en Allemagne ou en Grande-Bretagne. L'Europe a ainsi amorti le choc tout en en bénéficiant à la marge.

Redoutée par la Russie depuis les années 1990, l'extension de l'OTAN est devenue une réalité. Le lobbying très actif des Etats-Unis s'adresse à l'ensemble des pays qui ont résisté jusqu'à présent à une entrée dans l'alliance. La confédération helvétique est visée mais également la Norvège, la Finlande et l'Autriche. A l'encontre de sa politique de neutralité, le Liechtenstein a proposé aux Nations-Unies de porter la question du droit de veto des membres permanents du conseil de sécurité à un débat devant l'Assemblée Générale. Il s'agit ici de saper la possibilité utilisée par la Chine et la Russie de s'opposer aux décisions des trois puissances occidentales réunies au Conseil. Le lobbying efficace à l'encontre de l'Allemagne a permis en outre deux inflexions majeures : le déblocage d'un milliard d'euros afin d'armer l'Ukraine et surtout le retournement des militants écologistes, traditionnellement pacifistes et désormais acquis à 72 % au militarisme anti-russe. D'autres États, plus petits, se sont engagés dans le sillage de l'Allemagne : par exemple la Slovaquie qui a cédé dès le printemps 2022 ses Mig 29 et ses S300 à l'Ukraine. En rétorsion aux annexions russes en Crimée et dans le Donbass, les forces de l'OTAN ont accentué leur pression sur la Transnistrie. Cette région de 470 000 personnes, était protégée par 1 500 militaires russes, présents dans le cadre d'une mission de maintien de la paix. En 2023, les Etats-Unis sont parvenus à faire adhérer la Moldavie à l'OTAN et à rouvrir le conflit gelé de la Transnistrie. Simultanément, l'Albanie a été choisie par les Etats-Unis comme nouvelle place forte au sein des Balkans. Une nouvelle base militaire a été créée à Kuçova alors que la société américaine Excelerate Energy Inc. a fait de l'Albanie un pivot pour la livraison du gaz naturel.<sup>55</sup>

La deuxième phase d'américanisation du continent européen génère toutefois quelques résistances sporadiques. L'on sait en premier lieu que la sympathie à l'égard de la Russie est payante sur le plan électoral, les cas de la Hongrie, de la Serbie et de la France le montrent. D'autre part, la Russie maintient des liens économiques avec certains États, notamment Monaco<sup>56</sup>. En Slovénie, l'Opéra national de Ljubljana avait interdit le drapeau ukrainien sur scène. De son côté, le chancelier autrichien Karl Nehammer s'était rendu à Moscou le 11 avril 2022 pour rencontrer Vladimir Poutine, conformément à la ligne diplomatique neutre de son pays

---

<sup>55</sup> L'entreprise fournira des centrales électriques flottantes à l'Albanie, ce qui lui permettra de produire de l'électricité, de stimuler sa production et d'augmenter ses exportations. De plus, la société travaille avec Exxon Mobil Corp sur un projet de conversion du gaz naturel liquéfié (GNL) en électricité à Vlora. Le PDG d'Excelerate, Steve Kobos, a déclaré qu'il espérait utiliser le projet de GNL de Vlora pour se développer dans d'autres pays de la région. « C'est un bon projet énergétique pour l'Albanie », a-t-il confié à Bloomberg au sujet de l'accord sur les centrales flottantes. « Nous espérons évidemment qu'il débouchera sur la possibilité de livrer du gaz naturel et de vendre du gaz naturel en Europe à partir de ce point d'accès. »

<sup>56</sup> L'oligarque Dmitri Rybolovlev, actionnaire majoritaire du club monégasque prétend n'avoir plus aucun lien avec le Kremlin afin d'échapper aux sanctions contre les proches de Poutine.

qui a interdit toute intervention de Zelensky au Parlement. Les neutres sont discrètement soutenus par la Chine qui a pris, à l'inverse, des sanctions à l'encontre de la Lituanie. Cet État avait en effet ouvert une représentation diplomatique au profit de Taïwan<sup>57</sup>. Les mouvements politiques anti-libéraux, suspectés d'être financés par la Russie, sont soumis à un contrôle étroit. L'Irlande interdit par exemple à tous les partis politiques de percevoir des dons en cryptomonnaies. Le gouvernement irlandais estimant que la Russie pourrait s'appuyer sur les crypto-actifs pour financer des organisations politiques et influencer le résultat des élections. Au-delà de la modification des équilibres politiques, l'accélération de l'américanisation du continent génère un repositionnement géoéconomique majeur.

## **Un repositionnement géoéconomique majeur dans les secteurs énergétiques et alimentaires**

En tant que puissance industrielle, l'Europe est dépendante de sa consommation croissante en gaz. Depuis cent cinquante ans, le complexe chimique rhénan est une pièce centrale et indispensable de la puissance industrielle allemande<sup>58</sup>. Or la numérisation du continent génère une surconsommation énergétique. L'Islande manque d'électricité, tout comme l'Irlande, qui accueille de nombreuses entreprises du numérique sur son territoire : les GAFAM, Microsoft, Apple, Facebook, Google et Amazon, qui y font progressivement construire leurs centres de données. L'on dénombre plus de soixante-dix centres de données issus de ces entreprises, dont le fonctionnement nécessite l'utilisation d'une puissance électrique au-delà de 900 mégawatts. Dix autres data centers sont encore en construction et exigeront la mise à disposition d'une énergie supplémentaire pour leur fonctionnement. Devant le risque d'un arrêt des importations de gaz russe, le Danemark augmente sa production de gaz naturel en mer du Nord et devient autosuffisant en 2023. Le pays prévoit également de multiplier par quatre sa production d'énergie éolienne et solaire d'ici 2030. Les Pays-Bas relancent également les extractions d'hydrocarbures.

Toutefois, ces solutions ne sont pas suffisantes. L'Allemagne, qui importait 55% de son gaz depuis la Russie via des pipelines terrestres a réduit cette part à 40% au profit d'importations plus importantes des Pays-Bas, de Norvège. Sur invitation américaine, elle investit 3 milliards d'euros pour louer trois ou quatre terminaux flottants d'importation de gaz naturel liquéfié (GNL). Ces imposants navires doivent permettre à l'Allemagne d'augmenter ses capacités d'importation de GNL, et d'ainsi réduire au plus vite sa dépendance au gaz russe, en attendant la construction de son premier terminal terrestre. Le ministre allemand de l'Économie Robert Habeck (Les Verts) a été également contraint d'aller au Qatar et aux Émirats arabes unis pour négocier des contrats du gaz naturel liquéfié (GNL). L'Italie, qui importe environ 95% du gaz qu'elle consomme, est l'un des pays européens les plus dépendants du gaz russe, lequel représente 45% de ses importations gazières. Le gouvernement italien a lancé, après l'invasion russe de l'Ukraine et la salve de sanctions occidentales imposées à Moscou, une vaste offensive diplomatique pour diversifier ses

---

<sup>57</sup> En mesure de rétorsion, la Chine a stoppé ses importations directes en provenance de ce pays Balte. Elle empêche par ailleurs les entreprises allemandes qui commercent en Chine d'utiliser des composants lituaniens.

<sup>58</sup> A Ludwigshafen, le cœur du complexe se matérialise par deux vapocraqueurs, qui effectuent une des opérations principales en pétrochimie. Le processus nécessite de très grandes quantités de chaleur, produite à partir du gaz, qui est en chimie à la fois une énergie et une matière première. Sur le site sont fabriqués 220 000 produits chimiques, des matières aussi variées qu'indispensables à notre quotidien : les composés de base pour la pharmacie, les agents de lavage pour les produits d'entretien et cosmétiques, les plastiques – ceux des emballages, des pare-chocs, des textiles synthétiques, des isolants –, les colles, les lubrifiants des machines, la peinture des carrosseries, l'ammoniaque pour les engrais.

sources d'énergie. Luigi Di Maio s'est rendu en Algérie, au Qatar, au Congo, en Angola et au Mozambique. Mario Draghi s'est lui-même rendu à Alger où il a annoncé un accord pour l'augmentation des exportations algériennes de gaz vers la péninsule. L'Algérie, l'un des principaux partenaires commerciaux de l'Italie, est son deuxième fournisseur en gaz, derrière Moscou. Quant à l'Espagne, moins exposée vis-à-vis de la Russie et de l'Ukraine, elle mise sur l'hydrogène vert. Toutefois, les approvisionnements alternatifs en gaz ne suffisent pas, d'où la relance du secteur nucléaire en France<sup>59</sup>, Grande-Bretagne et Belgique<sup>60</sup>. Face à la fuite en avant spéculative du secteur éolien, la guerre a généré un retour au réel géoéconomique.

Ceci est également vrai dans le domaine agricole, où l'Europe cherche à retrouver son autosuffisance abandonnée. L'Italie est dépendante à 60 % du blé russe et ukrainien pour la fabrication de pâtes, elle reconvertit les plantations de tomates du sud en champs de blé. Dans le sud du pays, 500 000 hectares sont en train de changer de culture. Spécialisée dans l'élevage, l'Irlande importe les deux-tiers du grain qu'elle consomme. Le gouvernement a débloqué 12 millions d'euros pour encourager la production locale. Sur l'île d'Émeraude, seules 7,5 % des terres sont réservées à la culture de céréales. Sur les 5,5 millions de tonnes de grain dont le pays a besoin pour nourrir ses habitants et ses animaux, 60 % viennent de l'étranger. De son côté la France pourrait ne guère être touchée, avec un taux d'auto approvisionnement de 200% en blé tendre dont 50% est exporté et 150% en maïs dont 40% est exporté. Toutefois l'ultralibéralisme de l'Union Européenne a encouragé la spéculation sur les céréales d'où la hausse soudaine des prix. L'Espagne, qui s'est soudainement rapprochée du Maroc, se heurte aux sanctions agricoles de l'Algérie qui refuse de lui acheter ses bovins. Néanmoins, la réorientation céréalière ne concerne pas toutes les surfaces : le Portugal se lance dans des cultures plus rentables : notamment celle du cannabis, prétendument *récréatif*. Les exportations majeures se feront vers l'Allemagne, qui vient de légaliser l'usage de cette substance toxique.

En somme, le conflit ukrainien a servi de détonateur à une accélération inédite de l'intégration euro-atlantique, au détriment des liens eurasiatiques. Ceci génère un effet d'aubaine pour l'industrie américaine, qui bénéficie soudainement de trois marchés : la reconstruction de l'Ukraine, la fourniture de GNL et de céréales transgéniques. D'un point de vue environnemental, la régression est sans précédent pour l'Europe.

---

<sup>59</sup> La construction de six nouvelles centrales est prévue.

<sup>60</sup> Le gouvernement belge a annoncé vendredi sa décision de "prendre les mesures nécessaires en vue de prolonger de dix ans la durée de vie de deux réacteurs nucléaires". Entrés en service en 1985, ces deux réacteurs, Doel 4 et Tihange 3, devaient être arrêtés en 2025, date précédemment prévue de la sortie de la Belgique du nucléaire.

## **REPLI RUSSE CONTRE PROGRESSION CHINOISE, L'INDE EN POSITION D'ARBITRE GEOPOLITIQUE EN ASIE**

Si l'on analyse les votes des États asiatiques représentés aux Nations-Unis, il en ressort que seuls 10 % condamnent l'invasion de l'Ukraine par la Russie : il s'agit essentiellement du Japon, de la Corée du Sud, des Philippines et du Myanmar. La plupart des puissances asiatiques se murent dans une réserve éminemment utile aux affaires<sup>61</sup>. Au cœur de la tourmente, l'usine sino-indienne du monde, se doit en effet de jouer la neutralité. Si la guerre affaiblit notablement la puissance russe en Asie centrale, elle n'empêche pas la Chine de poursuivre sa progression géo-économique vers les pays sinisés. Mais l'effet le plus frappant du conflit est que la neutralité indienne place cette puissance immobile en position inédite d'arbitre.

### **Une fragilisation des positions russes en Asie**

Le conflit ukrainien a immédiatement fragilisé la présence russe dans son étranger proche. Alliée proche de la Russie depuis son indépendance en 1991, l'Arménie se sent fragilisée par l'aventure guerrière de Vladimir Poutine en Ukraine, dont elle redoute de faire les frais face à l'axe turco-azerbaïdjanais. L'on se souvient que les forces azerbaïdjanaises, appuyées directement par la Turquie et soutenues par Israël, avaient repris le contrôle de l'ensemble des sept districts autour de la province sécessionniste du Haut-Karabakh, majoritairement peuplée d'Arméniens. Après le cessez-le-feu signé le 9 novembre 2020 sous les auspices de la Russie, Moscou avait déployé au Haut-Karabakh une force d'interposition de près de 2 000 hommes. Or, depuis le déclenchement des hostilités en Ukraine, fin février, les Azerbaïdjanais ont lancé plusieurs offensives contre des villages arméniens, dans les zones sous contrôle des forces russes de maintien de la paix. Le but étant de grignoter progressivement des territoires, de pratiquer une pression maximale sur les populations civiles. Début mars, l'unique gazoduc reliant l'Arménie à l'enclave du Haut Karabakh a été saboté. En réalité, l'Azerbaïdjan et son allié turc profitent de la guerre en Ukraine pour avancer leurs pions sur le terrain. Cette conjoncture internationale inquiète l'Arménie, car la Russie est la seule garante de sa sécurité et de celles des Arméniens du Haut-Karabakh<sup>62</sup>. En face, l'Azerbaïdjan est soutenu par deux puissances régionales majeures et influentes : la Turquie et Israël. L'Azerbaïdjan et la Turquie entretiennent une coopération économique et militaire très étroite. Quant au partenariat israélo-azerbaïdjanais, il repose sur une alliance militaro-énergétique. L'Azerbaïdjan fournit environ un tiers des besoins pétroliers d'Israël, qui, en retour, livre à Bakou du matériel militaire sophistiqué. Et surtout, l'Azerbaïdjan constitue une base d'observation et d'espionnage pour surveiller l'Iran.

La fragilisation des positions russes est également visible dans les pays proches : le Kazakhstan a pris timidement ses distances de la Russie : Timur Suleïmenov, chef de cabinet du président du Kazakhstan a cherché à démontrer à ses partenaires européens que le Kazakhstan ne

---

<sup>61</sup> Celle-ci fait écho à celle adoptée lors de l'invasion par les États-Unis de pays asiatiques considérés comme fauteurs de troubles.

<sup>62</sup> Les Arméniens sont complètement tributaires des Russes pour leur sécurité physique mais aussi pour leur sécurité énergétique, puisque le gaz qu'ils consomment est importé de Russie.



serait pas un outil permettant de contourner les sanctions imposées à la Russie par les États-Unis et l'UE. Par ailleurs, la Turquie, désormais opposée à la Russie, s'est rapprochée du Kirghizistan en renforçant leurs relations bilatérales et leur coopération en matière d'armement<sup>63</sup>. L'économie du Tadjikistan qui est très liée à celle de la Russie connaît, quant à elle, une instabilité croissante. À Douchanbé, capitale du Tadjikistan, le coût de la vie augmente. Le Tadjikistan est économiquement dépendant de la Russie, et beaucoup de familles comptent sur les virements de leurs proches travaillant en Russie. Selon les données de la Banque Mondiale, la part des virements de travailleurs tadjiks en Russie vers leurs familles représente 26,7 % du produit intérieur brut (PIB) du Tadjikistan en 2020, ce qui place la république au rang de troisième pays le plus dépendant du monde. Enfin, le premier ministre du Pakistan Imran Khan<sup>64</sup> a fait l'objet d'une tentative réussie de déstabilisation par les services américains. Après cette opération, les États-Unis ont immédiatement félicité le nouveau premier ministre du Pakistan, Shehbaz Sharif, déclarant souhaiter poursuivre leur coopération historique avec le Pakistan.

En Extrême-Orient, l'effritement des positions russes est également visible : au sein de l'archipel des Kouriles, quatre îles cristallisent les tensions entre la Russie et le Japon sur fond de guerre en Ukraine. L'annexion par la Russie en août 1945 de quatre îles de l'archipel des Kouriles, bouts de terre volcaniques battus par les vents à l'extrémité nord du Japon et à proximité de la ville russe de Vladivostok, a jusqu'à présent empêché la signature d'un traité de paix entre les deux puissances depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Moscou a finalement annoncé, mardi 22 mars, l'arrêt des pourparlers de paix, en représailles aux sanctions adoptées par le Japon dans le sillage des pays occidentaux après l'invasion de l'Ukraine. Peu peuplées mais riches en poissons, en métaux et en pétrole, ces quatre îles sont en effet d'une importance géostratégique majeure pour la Russie. Situées sur la mer d'Okhotsk, elles ouvrent un couloir pour la marine et les sous-marins russes vers le Pacifique et constituent un verrou face à la présence militaire américaine au Japon. La posture de l'actuel Premier ministre japonais, Fumio Kishida, semble trancher avec celle de son prédécesseur. Shinzo Abe avait mené une vingtaine de rencontres cordiales avec le gouvernement russe pour régler la question des Kouriles et essayer d'empêcher un rapprochement entre la Russie et la Chine. En s'alignant sur les sanctions occidentales et en employant délibérément le terme d'« invasion » pour parler de la situation en Ukraine, Fumio Kishida rompt avec l'habituelle discrétion du Japon en matière de relations internationales.

Toutefois, l'on ne saurait parler de débâcle russe en Asie. En Birmanie, la junte qui a pris le pouvoir le 1<sup>er</sup> février 2021 peut toujours s'appuyer sur Moscou. Des armes ont été livrées dans les premiers mois de 2022. Quant à la Chine, gros investisseur dans ce pays, elle pourrait bénéficier du départ des compagnies occidentales. D'autre part, l'Ossétie du Sud, qui avait fait sécession de la Géorgie, envisage d'organiser une consultation populaire pour être rattachée à la Russie. Enfin la hausse continue du prix des matières premières et de l'énergie bénéficie à la Russie : le prix moyen des matières premières a été multiplié par trois depuis le creux lié à la première vague de Covid au premier semestre 2020. Or l'énergie a contribué, à hauteur de deux

---

<sup>63</sup> La présidence kirghize a publié, jeudi, un clip vidéo sur l'utilisation du drone "Bayraktar TB2" de fabrication turque dans les manœuvres de l'armée kirghize.

<sup>64</sup> Le jour même du déclenchement du conflit ukrainien Imran Khan était parti en visite à Moscou.

tiers, à cette progression. L'on ne saurait oublier par exemple qu'un pays comme le Bangladesh importe 60 % de son blé à l'Ukraine et à la Russie.

### **La Chine poursuit sa progression au sein du monde sinisé**

La Chine a gardé jusqu'à présent une posture relativement neutre vis-à-vis du conflit en Ukraine, afin de conserver son propre accès au système financier global<sup>65</sup>. A la différence de la Malaisie ou de Singapour, qui ont rouvert leurs frontières, la Chine reste handicapée par la rigueur de sa politique zéro-covid. Ceci ne l'empêche pas pour autant, de progresser dans son étranger proche. La percée est notamment visible au sein de la péninsule indochinoise : le Laos a inauguré une ligne de chemin de fer à grande vitesse reliant la Chine à sa capitale Vientiane. Cette voie ferrée permet à la fois le désenclavement du Laos et la connexion de la Chine avec ses pays voisins. D'un coût approximatif de 6 milliards de dollars, le Laos et la Chine sont convenus d'un partage des coûts de 30 % 70 %, et de confier l'exploitation de la nouvelle ligne à la Laos-China Railway Company Limited, une coentreprise sino-laotienne, gestionnaire du tronçon laotien<sup>66</sup>. La ligne de chemin de fer à voie unique, qui sera doublée d'une autoroute à quatre voies d'ici 2026, entre la frontière sino-laotienne et Vientiane donnera naissance à un nouveau corridor économique Chine-Péninsule indochinoise. A Ceylan où la pandémie a généré un effondrement du tourisme, le gouverneur de la Banque Centrale a déclaré l'île en défaut de paiement sur sa dette extérieure de 51 milliards de dollars. Ce défaut de paiement ne dissuadera pas la Chine d'accorder de nouveaux prêts au Sri Lanka, a déclaré à Pékin le porte-parole du ministère des Affaires étrangères, Zhao Lijian. La colonie financière pourrait devenir un jour, une base navale clef, surtout au moment où les Etats-Unis semblent reprendre pied au Pakistan.

Mais l'avancée la plus frappante concerne les îles Salomon : cet archipel, indépendant depuis 1978, fait partie du Commonwealth. Toutefois, ce pays mélanésien de 700 000 habitants a fait le choix de Pékin. Un accord de sécurité entre les deux pays vient d'être signé. Il permet à la Chine de mobiliser des militaires et des policiers chinois dans l'archipel, pour maintenir l'ordre social, protéger la vie des personnes et leurs propriétés, fournir de l'aide humanitaire, ou toute autre forme d'assistance. La Chine, selon ses propres besoins et avec le consentement des Îles Salomon, pourra effectuer des visites avec ses navires, afin d'apporter du ravitaillement logistique, mais aussi des escales et des transits. Les États-Unis et l'Australie s'inquiètent depuis longtemps de la possibilité pour la Chine de construire une base navale dans le Pacifique Sud, ce qui lui permettrait de projeter sa puissance maritime bien au-delà de ses frontières. En effet, si une puissance hostile contrôle une base sur les Salomon, elle pourrait bloquer le trafic maritime du Pacifique vers l'océan Indien, vers la mer de Corail et au-delà. Ainsi, au moment même où les Ukrainiens, appuyés par les forces spéciales de Sa Gracieuse Majesté coulent un croiseur russe dans la mer Noire, la Chine s'empare de deux îles anciennement britanniques, Ceylan et les îles Salomon.

---

<sup>65</sup> Principal pays créancier, la Chine se dit prête à restructurer la dette des pays pauvres, selon le FMI Pékin s'est engagé à participer au cadre commun du G20, mesure prise au début de la pandémie de Covid-19 par les pays riches pour aider les pays pauvres à restructurer voire annuler leur dette, comme l'a annoncé le FMI. Principal pays créancier de ceux en difficulté, la Chine avait jusqu'à présent freiné la mise en œuvre de cette politique

<sup>66</sup> Concernant l'engagement financier du Laos, Vientiane a contracté plusieurs prêts auprès d'acteurs chinois, dont la Banque d'import-export de Chine (Export-Import Bank of China, EIBC ou Eximbank), à des taux se situant entre 2 % et 3 % sur une période de 30 à 35 ans.

## **L'Inde en position d'arbitre**

L'invasion de l'Ukraine par la Russie a entraîné une intense activité diplomatique à New Delhi : certains visiteurs sont venus tâter le terrain, d'autres, parler de ce qui se passe ailleurs qu'en Ukraine, d'autres, rechercher la solidarité et d'autres enfin, lancer des avertissements voilés. New Delhi s'est montré ouvert et patient. Ce que l'Inde n'a pas beaucoup apprécié, en revanche, c'est la réprobation publique de sa politique vis-à-vis de la Russie, à savoir sa décision de poursuivre les échanges commerciaux avec elle et son refus de condamner l'agression russe. Beaucoup de ceux qui sont venus à New Delhi semblent passer à côté d'un point crucial : l'Inde est une ancienne colonie, elle est donc sensible à la façon dont ses interlocuteurs occidentaux la traitent. De surcroît, il est injuste de demander à un pays en développement confronté à de graves difficultés économiques et essayant de se remettre de l'impact du Covid-19 de ne pas acheter de pétrole russe à prix réduit, surtout lorsque certains de ceux qui critiquent l'Inde continuent de se fournir en énergie auprès de la Russie, à prix réduit ou non. Enfin l'Inde ne peut pas se permettre d'avoir un autre pays inamical dans une région déjà très inamicale. Le fait que les camps opposés dépêchent des émissaires de haut rang à New Delhi pour s'attirer les bonnes grâces de l'Inde montre que cette dernière est l'État-basculé le plus courtisé du système international contemporain ; un rôle qu'elle a très bien joué jusqu'à présent.

Ceci n'empêche pas l'Inde de chercher à se rendre indépendante d'un point de vue énergétique. Le Bhoutan vient de s'en rendre compte à ses dépens. Petit royaume au cœur de l'Himalaya, cet État base l'essentiel de son développement sur ses exportations d'énergie. L'hydroélectricité, permise par la topographie montagneuse du pays, est devenue une source majeure de revenus. En 2021, 75% de l'électricité produite au Bhoutan était exportée chez le voisin indien. Conscient de la manne potentielle pour le pays et son développement, les autorités bhoutanaises ont lancé plusieurs projets hydro-électriques d'ampleur. Les deux plus importants, totalisant plus de 2.200 MW de puissance, promettent au pays des perspectives économiques enviables. Aujourd'hui, l'Inde compte encore majoritairement sur le charbon pour sa production d'électricité. La « transition écologique » du sous-continent intégrera-t-elle le Bhoutan ? Si ses tarifs ne sont pas compétitifs, rien n'est moins sûr. Car le pays a d'autres pistes pour de l'énergie non intermittente. Notamment en nucléaire. Les travaux en cours en Inde portent sur une puissance de quelques 15.700 MW.

En somme, si l'enlèvement partiel de la Russie en Ukraine a effrité les positions du Kremlin en Asie centrale, il n'en reste pas moins que la Chine poursuit sa progression géopolitique sur terre et sur mer, tandis que l'Inde s'éloigne de Washington. Elle n'est d'ailleurs pas seule dans ce cas : l'Indonésie, qui recevait le secrétaire d'État Antony Blinken a fait part d'une volonté analogue de non-alignement. Après tout, est-il vraiment utile pour la thalassocratie américaine d'entretenir avec soin la gangrène ukrainienne si elle perd simultanément des points d'appuis majeurs dans le Pacifique ?

## LES POTENTIALITES AGRICOLES ET MINIERES DE L'AMERIQUE DU SUD ATTIRENT DES APPETITS GEOPOLITIQUES DIVERGENTS

A l'instar du bloc asiatique, l'Amérique du Sud conserva une prudente neutralité à l'occasion du conflit ukrainien. Le 2 mars 2022, Cuba, la Bolivie et le Nicaragua s'abstenaient de condamner la Russie aux Nations-Unies. L'Argentine et le Brésil, reconnaissants envers la Russie pour l'aide médicale fournie durant la pandémie de Covid-19 refusaient toute prise de position inconsidérée<sup>67</sup>. Principal allié des États-Unis dans la région – et seul partenaire global de OTAN en Amérique latine – la Colombie condamnait fermement la Russie. D'autres pays réprouvaient l'usage de la force tout en appelant à un cessez-le-feu immédiat, ainsi qu'à une solution politique dans le cadre des Nations Unies. La posture prudente de la majorité des États américains s'explique pour une raison simple : leurs richesses agricoles et minières attirent des appétits géopolitiques divergents d'où l'intérêt pour eux de jouer une politique d'équilibre.

### Amériques, des potentialités agricoles, énergétiques et minières convoitées

La réorientation des produits agricoles ukrainiens et russes vers les marchés asiatiques donne un intérêt immédiat aux richesses agricoles d'Amérique du Sud. L'Argentine est par exemple le premier exportateur mondial de farine et d'huile de soja, et parmi les plus gros exportateurs pour le blé, le soja et le maïs. Ses exportations ont représenté 35 milliards de dollars en 2021, selon des chiffres officiels. Selon les médias argentins, le gouvernement envisagerait une augmentation de 31 % à 33 % des taxes à l'export des produits cités. Ceci a généré une grève immédiate des agriculteurs. Intéressés par ces richesses agricoles, les États-Unis ont facilité la décision du FMI visant à faire parvenir un programme d'aide de 44 milliards de dollars à l'Argentine<sup>68</sup>. D'autre part, la campagne de commercialisation de la récolte 2021 des orges de brasserie a été marquée par la mauvaise production canadienne ainsi que par le conflit politique entre la Chine et l'Australie. Pékin ayant mis en place une taxe sur l'orge australien, ce dernier reste immobilisé. Cette situation bénéficie à l'Argentine, dont les exportations ont bondi mais également au Canada, qui pourrait fournir 1,5 million de tonnes à la Chine.

---

<sup>67</sup> Le 7 avril 22 le Brésilien Jair Bolsonaro et l'Argentin Alberto Fernandez avaient tour à tour fait le voyage à Moscou pour rencontrer le président de la Fédération de Russie, le remercier pour l'aide vaccinale déterminante apportée par cette dernière à l'Amérique latine (la Russie a en effet été le premier pays à fournir des vaccins Sputnik V contre le Covid-19 à plusieurs pays latino-américains dépourvus en 2021) et réaffirmer leurs bonnes relations avec elle. Jair Bolsonaro avait exprimé, quelques jours avant la reconnaissance, le 21 février 2022, de l'indépendance des territoires séparatistes du Donbass par la Russie – les Républiques populaires de Donetsk et Louhansk, sa « solidarité » avec elle. De son côté, Alberto Fernandez avait confié vouloir faire de Buenos Aires « la porte d'entrée de la Russie en Amérique latine ».

<sup>68</sup> L'accord prévoit un délai de grâce initial de quatre ans et demi en plus de permettre à l'Argentine de voir le prolongement du remboursement de sa dette envers le FMI jusqu'en 2024. En d'autres termes, le mécanisme de financement élargi, FEC, s'étend sur une période de 30 mois. Le premier décaissement est immédiat portant sur un montant de 9,65 milliards de dollars. Le programme vise à consolider les finances publiques de l'Argentine mais également à réduire une inflation élevée et persistante par le biais d'une stratégie à plusieurs volets. Il est question, entre autres, d'une élimination progressive du financement monétaire du déficit budgétaire ainsi que d'une amélioration de la politique monétaire.

Dans le domaine énergétique, l'Argentine s'apprête à lancer un appel d'offre pour la construction d'un gazoduc depuis le méga-gisement d'hydrocarbures non conventionnel de Vaca Muerta au sud-ouest. Il s'agit du chantier d'infrastructure énergétique le plus important dans le pays depuis 40 ans. Les Etats-Unis, qui sont en position de faiblesse dans le jeu géoéconomique gazier global, ont réussi à se positionner sur ce créneau malgré les actions d'influence russes : le gisement de Vaca Muerta sera exploité par la compagnie pétrolière publique argentine YPF en partenariat avec le groupe américain Chevron. Le premier tronçon comptera 558 km entre Tratatayén, dans la province de Neuquén, et Salliqueló, dans la province de Buenos Aires, et permettra d'augmenter l'approvisionnement en gaz de 22 millions de mètres cubes par jour. Le deuxième tronçon, de 467 km, permettra l'acheminement du gaz à San Jeronimo pour 17 millions de mètres cubes par jour supplémentaires, ce qui permettra d'approvisionner des centres urbains et industriels dans le centre et le nord du pays et donnera la possibilité d'exporter vers le Brésil et le Chili. Le gisement de Vaca Muerta, qui s'étend sur 30.000 kilomètres carré en Patagonie, est considéré par le département américain à l'Energie comme la deuxième réserve mondiale de gaz de schiste, et la quatrième mondiale pour le pétrole de schiste. L'exploration et la production d'hydrocarbures dans ce gisement prometteur ont été ralenties ces dernières années par la baisse du cours du baril de pétrole, car le coût d'extraction, par fracturation hydraulique, reste élevé. En 2021, YPF a cependant augmenté de 100% sa production de gaz non conventionnel de 9 à 18 millions de mètres cubes. En effet, la conjoncture géopolitique actuelle rend l'exploitation du gisement très rentable.

Dans le domaine minier, l'Amérique du Sud est riche en lithium, ce métal qui favorise le stockage et le transport d'électricité à l'intérieur des batteries. Cinq industriels dominent le marché du lithium : Albermarle (USA), SQM (Sociedad Química y Minera de Chile, Chili), Livent (USA), Ganfeng (Chine) et Tianqi (Chine). Les principaux gisements identifiés sont situés dans le triangle de l'or blanc en Amérique latine en : Bolivie (21 Mt), Argentine (19,3 Mt) et Chili (9,6 Mt). Evo Morales, président bolivien s'est penché sur le potentiel du lithium, qui permet de produire des batteries de grande densité énergétique, c'est-à-dire capables de supporter plusieurs milliers de cycles charge-décharge. Le boom actuel de l'électromobilité alimente en effet la demande mondiale (environ 370 000 tonnes en 2018) en carbonate de lithium – un des principaux dérivés du lithium utilisés dans la fabrication des batteries électriques –, qui pourrait tripler au cours de la prochaine décennie, selon le service géologique national français (BRGM). Son exploitation est censée faire de la Bolivie, pays le plus pauvre d'Amérique du Sud, un émirat énergétique du XXI<sup>e</sup> siècle. Le gouvernement a, dans ce but, promis d'investir plus de 806 millions d'euros dans l'usine pilote de Llipi Llipi, située dans la plaine d'Uyuni. Le plus grand projet d'état jamais lancé dans l'histoire du pays.

### **Axe russo-chinois contre axe états-unien en Amérique du Sud.**

Loin des plaines d'Ukraine, l'axe russo-chinois continue à pousser son avantage vers la zone crypto-colonisée par les Etats-Unis<sup>69</sup>. L'on en veut pour première preuve que l'allié vénézuélien de la Russie n'a pas cédé à la tentative d'OPA gazière menée par l'administration

---

<sup>69</sup> La Chine accuse les États-Unis d'avoir "une responsabilité inébranlable" dans la guerre en Ukraine. Elle déclare « Derrière la crise en Ukraine se cache l'ombre de l'hégémonie américaine. L'expansion de l'Otan vers l'est, menée par les États-Unis, est à l'origine de la crise en Ukraine ». Pour la Chine, les États-Unis sont l'initiateur de la crise. Sous prétexte de « consolider la démocratie, détendre la stabilité et de promouvoir les valeurs communes », l'Otan a violé à plusieurs reprises ses promesses, et s'est élargie cinq fois vers l'est.

Biden<sup>70</sup>. Malgré les pressions exercées par les Etats-Unis à l'encontre de Panama<sup>71</sup>, l'État d'Amérique centrale qui contrôle ce passage stratégique a tenu à rester neutre. L'Autorité du Canal de Panama a ainsi annoncé qu'elle ne refuserait pas le passage de navires russes en dépit des sanctions imposées à Moscou par la communauté internationale après l'invasion de l'Ukraine<sup>72</sup>. L'autorité a argué que la fermeture n'aurait qu'une portée symbolique en raison du petit nombre de vaisseaux de cette nation qui transitent par la voie interocéanique de 77 km de long. Environ 3,5% du commerce maritime mondial passe par le Canal de Panama, toutefois, malgré l'augmentation de la circulation<sup>73</sup>, les navires russes l'empruntent si peu que leur trafic n'apparaît pas dans les statistiques officielles de l'ACP. L'on note également qu'une cyber-attaque menée potentiellement par le gang russophone Conti aurait paralysé les systèmes informatiques du gouvernement du Costa-Rica – qui est sous perfusion de l'USAID. Peut être faut il y voir une mesure de rétorsion à l'encontre des avoirs russes en dollars gelés. Notons enfin que le Nicaragua vient de quitter la sphère d'influence américaine en sortant de l'Organisation des États Américains, contrôlée par Washington<sup>74</sup>.

De leur côté, les Etats-Unis ont réévalué la menace russe<sup>75</sup> face au danger chinois. Face à l'affaiblissement potentiel du dollar, les Américains ont réussi à éviter l'introduction du Bitcoin au Honduras tout en rassurant leur narco-allié colombien à l'encontre du Venezuela<sup>76</sup>. Mais l'essentiel des tensions se concentre dans la zone Arctique où la guerre en Ukraine menace de bouleverser un équilibre délicat. Nikolaï Korchunov, diplomate russe qui participait le 17 avril 2022 au forum intergouvernemental du Conseil de l'Arctique s'est dit préoccupé par la présence accrue de l'Otan en Arctique depuis le début de la guerre en Ukraine. Si l'Alliance atlantique poursuit ses activités dans cette zone, des incidents involontaires pourraient se produire, a-t-il averti. L'Arctique est, en effet, une mine d'or potentielle en matière de ressources énergétiques, tout comme une future voie de passage commerciale. La suprématie accrue des Etats-Unis sur le continent européen a permis enfin quelques coups de griffes supplémentaires à l'encontre des *alliés* historiques. Après la Barbade, jadis membre du Commonwealth – qui est devenue une république sous perfusion américaine, l'île de la Grenade prend ses distances vis-à-vis de la domination britannique. Une bonne raison pour que le Comte et la Comtesse de Wessex fassent

---

<sup>70</sup> L'administration Biden a tenté d'amadouer Nicolás Maduro, le Président vénézuélien, pour que le pays de ce dernier réinvestisse le marché du pétrole. Le Venezuela qui détiendrait les plus grandes réserves de pétrole non exploitées était, en 2005, à l'origine de près de 5 % des exportations mondiales de pétrole avant d'être soumis aux embargos américains.

<sup>71</sup> L'une des actions téléguidées prit la forme d'une manifestation d'une cinquantaine de manifestants ukrainiens et russes opposés à l'invasion de l'Ukraine, demandant au gouvernement de Panama la fermeture du Canal aux navires russes.

<sup>72</sup> Le Canal de Panama suit de près la situation actuelle en Ukraine" mais celui-ci est "est une voie aquatique de transit international neutre de manière permanente", a insisté l'ACP dans un communiqué.

<sup>73</sup> Le Canal de Panama a battu son record de trafic en tonnage durant l'année fiscale 2021, avec le passage de 516 millions de tonnes de fret. Plus d'un million d'embarcations sont passées par le Canal depuis son inauguration en 1914 par les Etats-Unis.

<sup>74</sup> L'OEA regroupe la majorité des pays du continent américain. Elle a pour objectifs affichés d'œuvrer en faveur de la sécurité, de défendre la démocratie et les droits humains, de lutter contre la corruption et les trafics et de favoriser les échanges.

<sup>75</sup> Nous estimons que la Russie restera le rival le plus important et le plus puissant des États-Unis en matière d'armes de destruction massive dans un futur proche, à mesure qu'elle étendra et modernisera ses capacités en matière d'armes nucléaires et augmentera les capacités de ses armes stratégiques et non stratégiques déclare la CIA.

<sup>76</sup> Diégo Molano, ministre colombien de la défense a estimé récemment « que certains hommes et unités » des forces militaires vénézuéliennes avaient « été mobilisés vers la frontière avec le soutien et la force technique de la Russie ».

une tournée dans la Caraïbe. Quant à Paris, qui a eu l'outrecuidance de maintenir ouvert un canal de dialogue avec le président Poutine, il a été qualifié le 19 avril 2022 par l'Ambassade des Etats-Unis de ville à éviter le week-end en raison de l'insécurité.

En somme, les potentialités géoéconomiques américaines génèrent la montée d'appétits géopolitiques divergents, d'où l'opportunisme croissant des républiques sud-américaines. L'attitude de l'Équateur illustre bien cette ambivalence : le gouvernement équatorien a reçu le feu vert de la Commission du commerce extérieur pour entamer les négociations d'un accord de libre-échange avec la Chine, a annoncé le ministre du Commerce extérieur, Julio José Prado. Ce dernier a simultanément insisté sur l'accélération des pourparlers avec les États-Unis pour un accord similaire tout en appelant à promouvoir les exportations vers l'Espagne. Il déclare « nous avons dit aux États-Unis que nous avons besoin d'un accord commercial. Sinon, l'année prochaine, la Chine sera notre premier partenaire commercial et nous devons être pragmatiques et vendre à qui veut acheter ».

## L'OBSERVATOIRE DU NOUVEAU MONDE – TENDANCES 2023

D'un point de vue géopolitique, la guerre d'Ukraine va déclencher deux mouvements contraires : un rapprochement accru entre les Etats-Unis et l'Europe sur fond d'affaiblissement de la Russie et simultanément un éloignement des périphéries neutres des Etats-Unis. Le Moyen-Orient poursuivra son avancée vers la sphère sino-russe. La plupart des puissances asiatiques se mureront dans une réserve éminemment utile aux affaires, la Chine continuera sa progression géo-économique vers les pays sinisés. L'Inde, courtisée de toutes parts sera déclarée arbitre du jeu asiatique. Quant à l'Amérique du Sud, elle conservera une prudente neutralité, afin de vendre au plus offrant ses richesses agricoles et minières. Le jeu s'articulera ainsi autour de trois acteurs : les *puissances océaniques libérales*, les *empires continentaux platoniciens* et les *ploutocraties liquides et opportunistes*. D'un point de vue géoéconomique, l'accélération numérique continuera de capter l'essentiel des ressources. Toutefois, celle-ci sera limitée par les fortes tensions énergétiques et agricoles. En 2023, l'immatériel, en pleine envolée, sera brusquement rappelé à une loi immémoriale : celle de la gravitation.

*Ce rapport annuel de prospective du centre for unframed thinking, institut d'études avancées de Rennes School of Business a été rédigé par Thomas Flichy de La Neuville, directeur de la chaire de géopolitique.*